LA RUSSIE DU DANGEREUX POUTINE

Au XXIe siècle, les médias nous parlent de la Russie, mais autrefois, il était plutôt question de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Regardons quelques moments importants de l'histoire de cette région de la planète, afin de mieux comprendre la situation en 2022.

Fondée officiellement en décembre 1922, l'URSS a trouvé son origine dans la révolution bolchevique d'octobre 1917. Marquée par la terreur politique, par la collectivisation et la planification économique, l'histoire de l'Union soviétique a été jalonnée de tragédies: guerre civile, purges, famines ... Après la victoire contre le nazisme et la guerre froide contre l'Occident, l'URSS a fini par s'effondrer en décembre 1991.

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, le Parti bolchevique emmené par Lénine et Trotski a lancé une insurrection armée pour renverser le gouvernement provisoire issu de la Révolution de février 1917. La prise du Palais d'Hiver et la fuite de Kerenski, chef du gouvernement, se sont faites presque sans effusion de sang. Après il y a eu une guerre civile qui a fait des millions de victimes et qui s'est achevée en 1921 par la victoire du pouvoir communiste. Cette révolution avait un projet d'une société plus juste, plus égalitaire, mais qui s'est finalement transformé en un vaste État bureaucratique et répressif avec l'URSS.

Considérés comme le fer de lance de la Révolution, les marins de Kronstadt se sont soulevés, en mars 1921, contre un pouvoir bolchevique, dont ils dénonçaient la dérive autoritaire et bureaucratique. La répression menée par Trotski a été impitoyable : plusieurs centaines de mutins ont été tués. Dans la foulée, Lénine a décrété la fin du communisme de guerre et l'adoption d'une série de mesures destinées à libéraliser l'économie. Ce retour partiel à l'économie de marché a permis à l'agriculture et à l'industrie de se redresser progressivement, après la fin de la guerre civile. Le 30 décembre 1922, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est proclamée. Elle réunissait alors quatre Républiques: Russie, Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie. À son apogée, elle en comptait 15. Ambition affichée: respecter les caractères nationaux, mais dans le cadre rigide de l'édification du communisme, façonner un "homme soviétique", dont les valeurs communes auraient transcendé les particularismes nationaux.

LE TEMPS DE JOSEPH STALINE

Victime d'une attaque d'hémiplégie en 1922, Lénine était très diminué et n'exerçait quasiment plus de pouvoir jusqu'à son décès à l'âge de 53 ans, le 21 janvier 1924. Sa disparition a ouvert la voie au premier "culte de la personnalité" de l'histoire soviétique. Puis une guerre de succession qui a opposé Staline et Trotski, jusqu'à l'échec de ce dernier et son expulsion du pays en 1929. Staline a fait assassiner l'auteur de la "Révolution permanente" en août 1940 au Mexique. Trotski voulait étendre le socialisme aux autres pays. Avec Staline le principe du socialisme dans un seul pays a triomphé. L'URSS a renoncé à porter la révolution dans le monde et a voulu d'abord assurer le succès du communisme à l'intérieur de ses frontières. En 1928, Staline a mis un terme à l'économie de marché et a relancé une politique de collectivisation massive, dans l'industrie et les campagnes. Au début des années 1930, les déportations massives de koulaks (paysans considérés comme aisés) et les famines ont provoqué des millions de morts.

Le dictateur Joseph Staline, au pouvoir de 1929 jusqu'à sa mort en 1953, responsable, selon des estimations diverses, de l'extermination de 3 à 20 millions de ses concitoyens. Pendant les seules années de la Grande Terreur, en 1937 et 1938, quand les tribunaux extrajudiciaires de la troïka ont été mis en place, 750 000 personnes ont été fusillées. Et près de 18 millions d'êtres humains ont été déportés dans les camps de concentration du Goulag. Beaucoup d'entre eux ont péri de la faim. du froid, de maladies et de la fatigue due aux travaux forcés.

Patron du Parti communiste à Leningrad, Kirov était considéré comme dauphin potentiel de Staline. C'était aussi un ami proche du président soviétique et l'un des membres les plus influents du Politburo. Son assassinat dans des circonstances mystérieuses, le 1er décembre 1934, a donné le coup d'envoi des grandes purges qui ont marqué la deuxième moitié des années 1930. Cette politique de répression massive, était basée sur des aveux extorqués sous la torture, a culminé avec les procès de Moscou en 1936 et a permis à Staline d'écarter tous les bolcheviques de la première heure. Tous les secteurs de la société ont été visés: industrie, arts, armée, administration et des millions de personnes ont été tuées ou envoyées en déportation au Goulag.

Lorsque Hitler a déclenché l'opération Barbarossa et a ainsi rompu le pacte Molotov-Ribentrop, noué deux ans auparavant, Staline a semblé pris au dépourvu. L'avancée des troupes nazies a été foudroyante, et en novembre 1941, elles n'étaient plus qu'à une vingtaine de kilomètres de Moscou. L'URSS a été sauvée par une résistance farouche, des pertes effroyables et des conditions climatiques auxquelles les troupes allemandes n'étaient pas préparées. Le tournant du conflit a eu lieu à Stalingrad en février 1943. La capitulation de Von Paulus et la capture de 300 000 soldats allemands ont marqué le début de la fin pour l'offensive nazie. L'armée soviétique a progressivement repris les territoires perdus au début de la guerre, a libéré une partie de l'Europe de l'Est et est entrée à Berlin, en vainqueurs, en avril 1945. La victoire sur le nazisme a provoqué la mort, selon les estimations les plus basses, de vingt millions de Soviétiques.

Au sortir de la guerre, l'URSS était considérée désormais comme un super pouvoir, dont l'influence politique s'étendait sur toute l'Europe de l'Est, vassalisée dans la foulée des accords de Yalta. L'Union soviétique a obtenu l'arme atomique en 1949, ainsi qu'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. En outre, l'URSS a répondu à la création de l'OTAN, également en 1949, par la signature du Pacte de Varsovie en 1955. La Guerre froide qui a opposé le bloc communiste, aux pays occidentaux, a provoqué une course effrénée aux armements et aux prouesses spatiales.

Du blocus de Berlin en 1949, à la construction du mur de Berlin en 1961, en passant par l'écrasement des révolutions hongroise et tchèque en 1956 et 1968, l'Union soviétique s'est imposée comme une superpuissance ombrageuse et a écrasé toute velléité d'indépendance de ses vassaux. En 1962, la décision soviétique d'installer des missiles à portée intermédiaire à Cuba a entraîné ce qui est considéré, comme la crise la plus aiguë de la Guerre froide. Celle-ci s'est résolue in extremis par un accord entre Khrouchtchev et Kennedy.

UN PEU DE CHANGEMENT

Joseph Staline est décédé le 5 mars 1953. Il a été frappé par une hémorragie cérébrale à l'âge de 75 ans. Sa mort a ouvert une période délicate de transition politique au sommet de l'État. La course à la succession a été finalement gagnée par Nikita Khrouchtchev. Le 24 février 1956, il a dénoncé les dérives autoritaires du stalinisme à un congrès du parti communiste. La "déstalinisation" était lancée dans tout le pays et le "dégel" khrouchtchévien a été marqué par une détente culturelle toute relative. Le pays respirait, mais la censure veillait, et Boris Pasternak a dû renoncer au Prix Nobel attribué pour le Docteur Jivago.

Le 14 octobre 1964, Nikita Khrouchtchev a été dans l'obligation d'abandonner le pouvoir à la suite d'une révolution de palais qui était conduite par ses principaux rivaux, Brejnev et Kossyguine. Selon la version officielle, il s'est retiré du pouvoir pour "raisons de santé". Khrouchtchev était affaibli par les crises internationales (Hongrie, Cuba) et par les difficultés économiques, était également en butte à l'hostilité croissante de la Nomenklatura, heurtée par ses réformes. Brejnev a été secrétaire général du Parti communiste, donc le principal dirigeant, de 1964 jusqu'à sa mort en 1982. Il était secondé par Kossyguine à titre de président du Conseil des ministres de 1964 jusqu'à sa fin en 1980. Il s'est alors ouvert une période de course à la puissance sur la scène internationale et d'immobilisme à l'intérieur des frontières. La stagnation a été marquée par un recul des libertés (répression des dissidents) et par une aggravation de la censure dans le domaine culturel. L'absence de réformes économiques et le poids croissant du complexe militaro-industriel ont conduit à la paralysie des années 1980. Le "projet soviétique" n'emportait qu'une adhésion de façade. Même si la population dans son écrasante majorité ne tentait pas de s'opposer au système, elle ne faisait que semblant d'y croire.

Pour venir en aide aux communistes afghans, qui avaient pris le pouvoir deux ans plutôt, l'URSS a envoyé, le 24 décembre 1979, troupes et blindés en Afghanistan. Une décision qui a eu des conséquences lourdes pour un empire, dont les années sont désormais comptées. Le conflit a été meurtrier et interminable et est devenu très impopulaire en Union soviétique.

COURSE AUX ARMEMENTS ET STAGNATION

L'arrivée au pouvoir de Reagan aux États-Unis, a entraîné une nouvelle course aux armements qui a contribué à l'affaiblissement économique du bloc communiste. Lorsque l'armée rouge s'est retirée définitivement de l'Afghanistan en 1989, elle a laissé un pouvoir communiste aux abois, qui n'a tenu que deux années de plus face aux assauts des "moudjahidines".

Sur la scène intérieure, la déliquescence du pouvoir communiste a été incarnée à l'absurde par la succession rapide de trois dirigeants âgés et malades. Après la mort de Brejnev, à l'âge de 76 ans, le 10 novembre 1982, son successeur Andropov n'est resté au pouvoir que 14 mois, avant de décéder à son tour. Puis, il y eu Konstantin Tchernenko qui a été nommé alors qu'il était malade et âgé de 73 ans, n'est demeuré au pouvoir qu'un peu plus d'un an. Gérontocratie, conservatisme, immobilisme, l'URSS semblait incapable de se réformer. Elle était pourtant encore considérée comme la deuxième puissance du monde et comme un super-pouvoir incontestable.

DE L'OUVERTURE

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev avait 54 ans, ce qui en faisait un "jeune premier", après la série de dirigeants séniles qui l'ont précédé. Son style ouvert, direct et surtout sa volonté de réformes ont suscité un élan et un espoir inattendus après toutes ces années de sur place. Glasnost pour en finir avec la censure, Perestroïka pour réformer l'économie et tenter de sauver le "projet soviétique". Les deux mots d'ordre ont été mis en œuvre avec enthousiasme par une équipe dirigeante rajeunie. Mais l'élan qui a été insufflé durant les premières années est retombé rapidement. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl, en 1986, a constitué un premier coup d'arrêt. Les réformes économiques n'ont pas porté leurs fruits et la machine soviétique semblait tourner dans le vide.

Les pénuries de biens de consommation se ont été multipliées et les succès qu'a remporté le nouveau dirigeant à l'international, sommet de Genève avec Reagan, accords de désarmement, n'ont pas suffi à redorer son blason. Considéré comme un héros par les pays occidentaux, l'homme de la Perestroïka était détesté par une grande majorité de Soviétiques, qui lui reprochaient son incapacité à réformer le système. En 1989, Mikhaîl Gorbatchev a décidé de ne pas s'opposer à la chute du Mur de Berlin et à l'émancipation des pays d'Europe de l'Est. Dans le Caucase et dans les pays Baltes, les mouvements indépendantistes prenaient de l'ampleur.

Profitant des vacances d'été du dirigeant soviétique, un groupe de caciques conservateurs a formé un "comité d'État pour l'État d'urgence" et ont reçu l'appui de l'armée, qui a envoyé des blindés dans les rues de Moscou. Dans sa datcha de Crimée, Mikhaïl Gorbatchev était coupé du monde et a assisté impuissant à la tentative de coup d'État mené par des hommes qu'il avait lui-même nommés. Parmi eux, le vice-président de l'URSS Guennadi Ianaïev, le ministre de la Défense Dmitri Iazov et le patron du KGB Vladimir Krioutchkov. À l'appel de Boris Eltsine, président élu de la Fédération de Russie depuis quelques mois et grand rival réformateur de Gorbatchev, des dizaines de milliers de Moscovites ont descendu dans la rue et sont allés protéger le Parlement. La mobilisation de la population et les hésitations des putschistes ont eu raison de la tentative de coup d'État, qui a échoué lamentablement au bout de trois jours. Mikhaïl Gorbatchev est revenu de Crimée, mais c'est Boris Eltsine qui est apparu comme le grand vainqueur de ces journées d'août 1991.

Dans les mois qui ont suivi la tentative de coup d'État, les coups assénés à l'Union soviétique et à son président venaient de deux côtés. De l'un, Boris Eltsine s'employait à vider de toute substance le pouvoir soviétique et à transférer toute forme d'autorité à la Fédération de Russie. De l'autre, les Républiques Soviétiques ont annoncé leurs indépendances, ce qui a précipité la fin de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le 8 décembre 1991, les présidents des Républiques de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine ont décrété la dissolution de l'Union soviétique et la création d'une Communauté d'États Indépendants (CEI). Les accords de Minsk ont été déclarés illégaux par Mikhaïl Gorbatchev, mais ils ont été confortés à Alma-Ata (Kazakhstan) le 21 décembre par le ralliement d'onze autres Républiques. De facto, l'URSS n'existait plus. Le 25 décembre, M. Gorbatchev en a tiré les conséquences dans une allocution télévisée durant laquelle il a présenté sa démission, entraînant la dissolution du bloc soviétique et la fin de la Guerre froide. La fin de cette dernière donna naissance à un nouvel ordre mondial marqué par la prédominance des États-Unis érigés "en gendarmes du monde". Il n'y avait plus la bipolarité qui avait gouverné les relations internationales depuis 1945.

Alors, la période qui s'ouvrait était lourde d'incertitudes. Dans de nombreuses Républiques des conflits meurtriers ont éclaté provoquant des dizaines de milliers de victimes. Et sur tout le territoire de l'ex-Union soviétique, la transition vers un système capitaliste s'est faite dans la douleur, plongeant dans la misère des dizaines de millions de personnes, et cependant faisant la fortune d'une poignée d'autres.

Boris Eltsine a été élu président de la république fédérative de Russie, au suffrage universel en juin 1991. Après s'être opposé à la tentative de putsch contre Gorbatchev en août 1991, il a participé à la dissolution de l'URSS en décembre 1991. Il a été réélu en 1996, mais son action politique a été affectée par des problèmes de santé, il a démissionné le 31 décembre 1999. Vladimir Poutine, que Eltsine a nommé président du gouvernement (premier ministre) quelques mois auparavant, lui a succédé. Il a été confirmé à la tête de la Fédération de Russie par l'élection présidentielle de mars 2000.

LE PETIT EMPEREUR

Vladimir Poutine est né le 7 octobre 1952 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg). Poutine a étudié en droit à l'université de sa ville natale. Il a obtenu son diplôme en 1975. Il a travaillé pour le KGB, principal service de renseignement de l'URSS poststalinienne, pendant plusieurs années. Au début comme subalterne, ensuite comme officier opérationnel dans le service du contre-espionnage local, chargé en particulier de la lutte de la police politique contre les dissidents et autres "éléments antisoviétiques".

En 1984, il a été envoyé suivre un cours de formation à l'institut Andropov du KGB à Moscou. Ensuite, Poutine n'est pas entré dans le personnel de l'appareil central du KGB à Moscou, mais est revenu à Leningrad. Il s'est retrouvé dans la "réserve active" du KGB, afin de se préparer à une mission opérationnelle en République Démocratique Allemande (RDA). À partir d'août 1985. il est allé, pour son premier poste à l'étranger, à Dresde en RDA, officiellement comme employé consulaire, en fait pour recruter des espions en tant que major des services secrets russes. Il a été rappelé en février 1990, dans le contexte de la réunification allemande. Avec cette dernière et le démantèlement des installations du KGB en RDA, le lieutenant-colonel Vladimir Poutine est retourné à Leningrad pour reprendre son service opérationnel dans la direction locale du KGB.

En 1991, il a accepté la proposition du maire de Leningrad de devenir membre dans son cabinet à la mairie, tout en restant officiellement officier opérationnel supérieur du KGB local. De 1992 à 1996, Poutine a été l'une des personnalités les plus influentes de la politique municipale de Leningrad, l'"éminence grise" d'Anatoli Sobtchak, le maire de la ville. En août 1996, il a été nommé à Moscou comme adjoint au directeur des affaires de la Présidence. En mars 1997, il est entré dans l'administration présidentielle. En juillet 1998, il a été nommé directeur du FSB. Le service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie est un service de renseignement de la Russie, chargé des affaires de sécurité intérieure. Le FSB est le successeur du KGB soviétique. Poutine a été directeur de cette entité un peu plus d'un an, jusqu'à sa nomination à la fonction de président du gouvernement, le 9 août 1999, par Boris Eltsine. Ainsi, il est devenu le numéro deux de l'État russe. À cette époque, a commencé, pour ce futur conquérant, une fulgurante ascension, qui a porté Vladimir Poutine, peu connu de la population, au sommet du pouvoir en Russie.

Le 31 décembre 1999, après la démission surprise de Boris Eltsine, Poutine, en sa qualité de président du gouvernement, est devenu président par intérim. Son premier acte officiel a été la signature d'un décret présidentiel assurant à son prédécesseur une immunité totale pour toute poursuite judiciaire possible le concernant, ainsi que les membres de sa famille. Vladimir Poutine a été officiellement élu président de la Fédération de Russie le 26 mars 2000 dès le premier tour de l'élection présidentielle avec 52,52% des suffrages, contre 29,2% à Guennadi Ziouganov (Parti communiste) et 5,8% à Grigori Iavlinski (Parti Labioka). Quant aux neuf autres candidats, ils ont récolté moins de 3% des voix.

En septembre 2000, un compte-rendu de la campagne électorale de Vladimir Poutine, basé sur le travail d'investigation de six mois et paru dans le Moscow Times, mettait au jour des preuves de fraude électorale, incluant bourrages et destruction d'urnes et un million trois cent mille "âmes mortes" sur les listes d'émargement. Il faut aussi noter que les puissantes radios et télévisions d'État ont fait furieusement campagne en sa faveur, dénigrant et privant d'antenne ses opposants. Il est entré officiellement en fonctions le 7 mai 2000. En mars 2004, il a été réélu avec 71,22% des suffrages.

Vladimir Poutine était déterminé à restaurer ce qu'il appelait "la verticale du pouvoir", gouvernait avec un style autoritaire, qui a mis fin à une libéralisation politique introduite par Gorbatchev avec la Perestroïka et la Glasnost et qui s'était poursuivie sous Boris Eltsine. Certains médias occidentaux et les opposants politiques parlaient à son sujet de néo-tsarisme.

Le 10 décembre 2007, Poutine a soutenu officiellement Dmitri Medvedev pour le remplacer à la présidence. Ce dernier, vainqueur de la présidentielle russe du 2 mars 2008, a demandé à Vladimir poutine d'occuper le poste de premier ministre (président du gouvernement), après son départ du Kremlin. Celui-ci est investi dans ses fonctions à la tête du gouvernement le 7 mai 2008, le jour de la fin de son mandat présidentiel. En 2008, Poutine s'est refusé à demander un changement de la constitution, qui lui interdisait de concourir pour un troisième mandat consécutif et a soutenu la candidature à la présidence de son premier vice-président du gouvernement, Dmitri Medvedev.

Le 24 septembre 2011, lors du congrès du Parti Russie unie, le président Dmitri Medvedev, marionnette de Poutine, a proposé la candidature de Vladimir Poutine à l'élection présidentielle du 4 mars 2012. Le même jour, celui-ci a confirmé à la tribune sa candidature, Medvedev devant prendre la tête du gouvernement après sa victoire. Vladimir Poutine a été officiellement investi candidat à la présidence de Russie unie le 27 novembre 2011. Lors des élections législatives de décembre 2011, le parti Russie unie a obtenu 49,32% des voix. Les élections ont été rapidement contestées en raison de fraudes présumées en faveur du parti au pouvoir, d'importantes manifestations ont eu lieu pour réclamer l'annulation du scrutin. Ces manifestations anti-Poutine ont eu lieu à Moscou et dans les grandes villes du pays et ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Le 4 mars 2012, Vladimir Poutine a été élu dès le premier tour, pour un mandat allongé de deux ans en vertu d'un amendement adopté en 2008, avec 63,6% des voix. Le résultat a été contesté par l'opposition, mais plusieurs chefs d'État, à l'image du président chinois Hu Jintao ont félicité Poutine pour sa "victoire". Pendant la période de 2012 à 2018, Poutine s'est efforcé de restaurer l'influence russe sur la scène internationale. Par ailleurs, Poutine a renforcé son positionnement conservateur après son retour à la présidence en 2012. Le 12 décembre 2013, il a appelé, devant l'ensemble des représentants de la nation, à la "défense des valeurs traditionnelles" et a qualifié sa position de "conservatrice". Lors du sommet du G20 de 2019, Poutine a déclaré que "le libéralisme est obsolète", et que les valeurs libérales entraient "en conflit avec l'intérêt de la majorité de la population". Il a brigué un nouveau mandat, son quatrième, lors de l'élection présidentielle de 2018, qu'il a remporté encore au premier tour avec un score jamais atteint par un candidat lors d'un scrutin présidentiel de l'après-communisme, 70,7% des suffrages exprimés, les records sont faits pour être battus. En 2020, il a fait approuver, par référendum, un changement constitutionnel lui permettant notamment d'effectuer deux autres mandats présidentiels. En Russie, des accusations de fraudes électorales ont été portées lors des élections de 2000, de 2008, de 2011, de 2012, de 2016 et de 2018.

Poutine souhaite rassembler les pays de l'ex-Union soviétique et inverser ce qu'il a appelé la "plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle". Cependant, pour une majorité des populations concernées, l'effondrement de l'URSS n'a pas été une catastrophe, mais plutôt une libération. Pour Vladimir Poutine "l'effondrement de l'Union soviétique, c'est l'effondrement de la Russie historique sous le nom d'Union soviétique. Nous avons perdu 30 à 40 % du territoire, de nos capacités de production, de la population". Poutine était un grand nostalgique de l'URSS, dès le début se son accession au pouvoir en 2000. Le président russe a utilisé pour ce faire des formules devenues célèbres comme par exemple : "Celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur". Il a également remis des statues de personnages de l'ère soviétique sur leurs piédestaux et restauré des monuments commémoratifs soviétiques qui avaient été renversés sous Gorbatchev et Eltsine.

LA RICHESSE DE POUTINE

En outre, il y a le fameux palais de Poutine, de 12 000 mètres carrés, sur les bords de la mer Noire. Aujourd'hui, cette résidence appartient à un proche de Poutine, l'homme d'affaires Alexandre Ponomarenko. L'opposant Alexeï Navalny a sorti une enquête au sujet de cette fastueuse demeure en janvier 2021, prêtant notamment au président Poutine un goût "pathologique" pour le luxe. Le politologue russe Stanislav Bezkovski a affirmé en 2017, que Poutine était l'homme le plus riche d'Europe, qu'il possédait quarante milliards de dollars en actions de compagnies de gaz (4,5% de Gazprom) et de pétrole (50% de Gunvur).

Boris Nemtsov, ancien ministre de Boris Eltsine, a affirmé dans un rapport datant de 2012, que Poutine possédait des palais, des villas, des dizaines d'avions et d'hélicoptères d'une valeur totale de plus d'un milliard de dollars, ainsi que des yachts, des centaines d'automobiles et une collection de montres de grand prix. Le porte-parole de Poutine a déclaré que tout est propriété de l'État et que Poutine en a seulement l'usage. Boris Nemtsov a aussi dit que deux cents milliards d'actifs de compagnies du secteur gazier, auraient été détournés vers des holdings détenus par des hommes de paille au service du grand patron Vladimir Poutine. Officiellement, le haut dirigeant russe a un appartement de soixante-quinze mètres carrés, un studio à Moscou, deux voitures Volga et une somme de cent trente-cinq mille euros. En 2021, Poutine a déclaré cent mille euros de revenus.

Lors d'une déclaration faite le 27 juillet 2017 devant le Comité judiciaire du Sénat des États-Unis, Bill Browder, cofondateur de Hermitage Capital Management, a affirmé que Vladimir Poutine serait à la tête d'une fortune colossale de deux cents milliards de dollars, qu'il aurait obtenue en forçant les oligarques russes à lui céder une partie de leurs avoirs, cette rondelette somme se trouverait en Suisse.

Dans son documentaire de près de deux heures publiées sur YouTube au lendemain de son arrestation, l'opposant Alexeï Navalny a exposé en détail un véritable système mafieux, qui aurait permis à Vladimir Poutine de s'enrichir, mais également d'engraisser ses proches en prélevant de l'argent sur les grands groupes industriels du pays dont beaucoup sont aux mains de ses amis.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA PHILOSOPHIE POUTINIENNE

Poutine a été le premier leader populiste à prendre le pouvoir dans un grand pays au XXIe siècle. L'essence du populisme est de créer un lien direct avec "le peuple" ou des groupes spécifiques au sein d'une population, puis de leur offrir des solutions rapides à des problèmes complexes et de contourner ou d'éliminer les intermédiaires comme les partis politiques, les représentants parlementaires et les institutions établies. Les référendums, les plébiscites et les décrets sont les outils préférés du leader populiste, et Poutine les a tous utilisés au cours des 20 dernières années. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir le 31 décembre 1999, à la fin d'une décennie de crises et de conflits en Russie, Poutine a promis de tout arranger. Contrairement à son prédécesseur Boris Eltsine, Poutine n'appartenait à aucun parti politique formel. Après l'an 2000, Poutine a transformé les élections présidentielles russes en référendums nationaux sur lui-même, en s'assurant que ses rivaux étaient des candidats obscurs de l'opposition ou entièrement fabriqués. Et à chaque moment critique d'un mandat, Poutine a ajusté le système politique russe. Par exemple, en 2020, il a formellement amendé la constitution, afin qu'en théorie (et si la santé le permet), il pourra se présenter aux élections et rester au pouvoir jusqu'en 2036.

En plein cœur de l'été, en juillet 2021, M. Poutine a écrit un texte intitulé : "Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens", dans lequel il a insisté sur l'unité culturelle et religieuse des Russes et des Ukrainiens. Son point central : "Nous sommes un seul peuple". Cette conviction a motivé l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'annexion de la Crimée en 2014, et elle a refait surface encore avec le grand déploiement militaire de la Russie à la frontière ukrainienne, qui a mené à l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, en l'an 2000, Poutine s'est engagé à refaire de la Russie une grande puissance. Ainsi, le Kremlin voit son périmètre de défense non pas aux frontières de la Fédération de Russie, mais plutôt aux frontières de l'ancienne Union soviétique. Il est donc crucial pour la Russie que ses voisins abandonnent toute idée d'adhésion à l'OTAN et à l'UE (Union européenne). Au cours des deux dernières décennies, Vladimir Poutine a tenté d'amener les pays occidentaux à reconnaître le point de vue du Kremlin selon lequel les voisins de la Russie relèvent de la sphère d'influence russe. Évidemment, ce raisonnement inclut l'Ukraine, un pays qui de l'avis de Poutine, joue un rôle clé dans le renforcement ou potentiellement la mise en danger de la sécurité de l'État russe.

LA SITUATION EN RUSSIE

Une Russie, maintenant sûre d'elle-même, marquant son retour sur la scène mondiale et prête à contester ouvertement l'ordre international tel qu'établi par l'Occident, après la disparition de l'Union soviétique. De la nécessité de ne pas oublier que la Russie est la première puissance nucléaire de la planète.

Pour Moscou la plus grande menace extérieure à sa survie: la démocratie occidentale. En attaquant l'Occident, le Kremlin détourne l'attention de la corruption et du malaise économique intérieur, active les passions nationalistes pour étouffer la dissidence interne et maintient les démocraties occidentales sur la défensive. Cela permet à Moscou de consolider son pouvoir intérieur.

En Russie, des politiciens de l'opposition ont été harcelés, empoisonnés et même assassinés. Les libertés fondamentales d'expression et de réunion ont été restreintes et les élections russes sont devenues des spectacles chorégraphiés qui ne sont ni libres ni équitables. Ces dernières années, des groupes russes de défense des droits humains ont affirmé que l'horrible pratique datant de l'ère soviétique consistant à utiliser des institutions psychiatriques pour emprisonner les dissidents avait été discrètement rétablie.

Contrairement à l'Union soviétique, cependant, la Russie contemporaine n'offre aucune alternative idéologique claire à la démocratie occidentale. Les dirigeants russes invoquent des slogans ou des thèmes nationalistes, populistes et étatiques. Le Kremlin cultive soigneusement une façade démocratique. Ainsi, les médias indépendants peuvent opérer, mais les journalistes sont régulièrement menacés et parfois battus ou tués s'ils traitent de sujets tabous. Il permet aux groupes médiatiques de la société civile d'exister, mais les qualifie d'agents étrangers et les écrase s'ils font preuve d'indépendance politique. Par ailleurs, le Kremlin supervise un vaste appareil répressif, récemment renforcé par la création d'une nouvelle force dans la Garde nationale d'environ 350 000 membres pour dissuader et répondre à la dissidence. Bref, les dirigeants russes ont construit une démocratie dans laquelle la forme démocratique masque le contenu autoritaire.

L'ÉCONOMIE

L'économie russe est totalement dépendante des exportations hydrocarbures, donc sa santé est liée au prix du pétrole et du gaz. Mais la corruption endémique a freiné le potentiel de croissance économique de la Russie. Dans le système capitaliste russe de copinage, le succès et la survie dans les affaires dépendent de la protection de puissants mécènes qui peuvent mettre un homme d'affaires ou une entreprise à l'abri des raids de concurrents plus importants ou de fonctionnaires des impôts trop zélés. Les autorités du kremlin et les responsables du renseignement russe sont assis au sommet de cette pyramide, recevant des pots-de-vin et des récompenses en échange d'une telle protection.

L'étendue de l'influence de la corruption russe est exceptionnelle, d'autant plus que les oligarques russes qui ont fait d'énormes sommes d'argent au cours des dernières décennies ont placé une grande partie de cette richesse en Occident, par exemple sur les marchés immobiliers de luxe à Londres, Miami et New-York. Ces milliards de dollars d'investissements ont été utilisés dans de nombreux cas pour garantir l'accès aux élites politiques et commerciales occidentales. Ils servent également de source de financement facile pour les opérations d'influence du Kremlin à l'étranger. Une grande partie de cet argent a même servi à soutenir des candidats ou des mouvements contestataires en Europe, à la fois d'extrême droite et d'extrême gauche, qui soutiennent un partenariat plus étroit avec la Russie ou qui remettent publiquement en question la valeur de l'adhésion à l'OTAN ou à l'UE. Pour Moscou, peu importe l'idéologie que ces candidats ou mouvements épousent. Il n'y a pas vraiment de place pour la morale et la conscience.

La situation économique en Russie n'est pas si mal. La politique macroéconomique présente est assez conservatrice, l'inflation est sous contrôle, le pays a de grandes réserves, le budget de l'État est équilibré et il n'y a aucune dette extérieure, ce qui est plutôt rare sur la planète. En plus, en tant qu'économie de marché, la Russie est beaucoup plus efficace et résiliente que ne l'était l'Union soviétique. L'économie représente une partie importante de la stratégie de Poutine pour assurer la stabilité du régime, maintenir la continuité et résister aux sanctions imposées par l'Occident.

Peu après l'accession de Poutine à la présidence, il y a eu la création de nouveaux fonds de stabilisation. Ces fonds ont permis à la Russie d'accumuler des réserves à partir des recettes d'exportation des produits pétroliers, qui pourraient l'aider éventuellement à surmonter une baisse des prix du pétrole ou encore des sanctions économiques supplémentaires de la part des pays occidentaux. Malgré une baisse significative des prix du pétrole par rapport aux sommets des dernières années de la première décennie de ce siècle, et une récession économique en 2014 et 2015, Moscou a reconstitué avec succès ses réserves de change. Par conséquent, la Russie s'est à la fois adaptée à des prix du pétrole beaucoup plus bas et a intégré des amortisseurs qui rendent la dépendance vis-à-vis des exportations d'énergie beaucoup moins vulnérable.

Sous le règne de Poutine, la Russie a également cherché à réduire sa dépendance par rapport aux importations. De nos jours, bien que toujours dominée par l'État, l'économie russe est beaucoup plus axée sur le marché et énormément plus efficace dans les secteurs vitaux, par rapport à l'économie soviétique d'antan. Les hydrocarbures représentent une proportion importante des exportations de la Russie. Notons que certaines maladies économiques chroniques, comme l'inefficacité des entreprises étatiques ou encore le manque d'investissements privés dans l'économie, sont toujours dans le décor. Il faut aussi signaler un faible taux annuel de croissance de l'économie, qui se situe à une moyenne de 0,8 % depuis 2013, bien inférieur à la moyenne mondiale qui est d'environ 3%. Cela signifie que la part de la Russie dans la production économique mondiale diminue, ce qui amène une baisse du niveau de vie de la population. Mais malgré tous ses défauts, l'élite politique a construit un système capable de résister aux baisses des prix du pétrole aux récessions et aux sanctions économiques des autres pays.

AVEC UN PEU DE POLITIQUE

En Russie, les protestations de 2020-2021 n'ont pas eu la même ampleur qu'en 2011-2012, et surtout qu'en 1980 et 1990. Les manifestations autrement plus massives de ces époques avaient éclaté relativement spontanément, et fait émerger des leaders. En 2020 et 2021, les efforts des opposants n'ont pas suffi à transformer la vague en tsunami. L'espoir de l'opposition d'obtenir un large soutien de l'opinion publique ne s'est pas matérialisé. L'explication réside pour une large part dans les facteurs économiques.

De nombreux experts avaient prédit que la baisse significative du niveau de vie, qui a commencé par l'imposition des sanctions occidentales après l'annexion de la Crimée et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la dépréciation du rouble et la fuite des investissements galvaniserait l'électorat. Les observateurs envisageaient toute baisse du niveau de vie, comme une perspective inacceptable pour la population et l'augmentation de la pauvreté, comme une condamnation à mort pour le régime, mais les experts se sont trompés.

Les Russes ont peu d'attentes envers les autorités. Pour la plupart, ils ont une planification économique à court terme, s'habituent rapidement aux changements de circonstances et comptent principalement sur eux-mêmes. La baisse du niveau de vie, qui a commencé en 2014 a été progressive (de 2 à 5% par an) et a été attribuée à des circonstances extérieures. Même après plusieurs années de récession, le niveau de vie reste bien plus élevé que dans les années 1990 ou la première moitié des années 2000. Quant aux problèmes les autorités les attribuent (comme depuis des décennies) à la conjoncture internationale et à d'autres facteurs échappant à leur contrôle. En fait, l'économie russe est plus solide qu'il n'y paraît, malgré les difficultés et les sanctions du monde occidental.

Les problèmes politiques, comme les violations des droits civiques, les brutalités policières et la législation électorale défectueuse peuvent être imputés à l'État. En revanche, les troubles économiques seraient pour les Russes, d'une nature différente. Puisque les autorités et la population en sont tenues responsables au moins à parts égales, ces problèmes ne peuvent devenir le principal moteur de la contestation. En plus, la destruction du mouvement syndical et l'exacerbation de l'individualisme ne sont que des causes secondaires de la démobilisation. En d'autres termes, dans la Russie contemporaine, les turbulences économiques ne peuvent pas provoquer de protestations significatives. Le gouvernement n'a pas l'obligation d'assurer la croissance économique, la population se contente d'espérer que la situation n'empire pas, et personne ne s'attend à une prospérité continue. De toute évidence, les autorités n'ont pas l'intention d'investir des sommes importantes pour améliorer le bien-être collectif. Elles se concentreront plus probablement sur le financement des structures de force et des organes de propagande, afin de renforcer leur contrôle sur la société et de supprimer les poches de résistance.

Dans les années 2000, la Russie a bénéficié d'une conjoncture extérieure favorable. Sur la période 2000-2004, les exportations de pétrole lui ont rapporté, en moyenne, 33,5 milliards de dollars par an de plus qu'en 1999. Ce chiffre est passé à 223,6 milliards de dollars pour la période 2004-2008 et à environ 394 milliards de dollars sur la période allant de 2001 à 2014. La chute brutale des cours en 2008-2009 a provoqué un effondrement dramatique de l'économie russe, le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 7,9 %. Malgré cela, le gouvernement russe a réussi à préserver les revenus réels de la population. La reprise économique de 2010-2011 n'a toutefois pas suffi à empêcher les manifestations de 2011-2012, qui ont été provoquées par la discordance entre la rhétorique libérale de Dmitri Medvedev, d'une part, et la décision de Vladimir Poutine de revenir au Kremlin et la falsification des résultats des élections législatives, d'autre part. Certes, ces protestations ont inquiété les autorités. Néanmoins, de manière générale, la séquence 2008-2011, a vraisemblablement convaincu le Kremlin, que l'atténuation des problèmes économiques de la population ne suffirait pas à contenir le mécontentement, et qu'inversement, les difficultés économiques ne provoqueraient pas à elles seules de révolte massive. C'est pourquoi les autorités russes ont réagi sans nervosité particulière aux problèmes économiques de ces dernières années.

Cette approche ne semble pourtant pas comprise par les dirigeants politiques américains et européens, qui ont l'habitude d'utiliser les sanctions économiques comme instrument de pression politique. En réponse à l'agression de la Russie contre l'Ukraine et au soutien apporté par des militaires russes aux séparatistes dans le Donbass, les pays occidentaux ont imposé des sanctions financières et sectorielles visant certains domaines de l'économie russe, principalement la défense et la finance, ainsi que certains territoires (La Crimée occupée et des zones de production pétrolière offshore), aussi des projets et des entreprises associés d'une quelconque manière aux actions agressives du Kremlin. En outre, plus de 720 personnalités russes, surtout des fonctionnaires et des hommes d'affaires ont fait l'objet de sanctions. Ces mesures restrictives coûteraient à l'économie russe entre 1,5 et 2 points de PIB par an. D'après les estimations maximales, le coût total aurait atteint 100 milliards de dollars depuis l'introduction des premières sanctions. Pourtant, en Russie même, l'effet des restrictions semble relativement peu important.

Jusqu'à maintenant, les sanctions n'ont pas affecté les principaux secteurs de l'économie russe. Elles n'ont pas entraîné de fermetures de sites de production d'importance critique, d'augmentation du chômage ou d'autres conséquences économiques graves. Les sanctions ont surtout nui aux perspectives à long terme de la modernisation de la Russie, qui ne préoccupent aujourd'hui ni les autorités ni la population, car elles n'ont pas eu d'impact significatif immédiat sur la situation économique. Plus récemment, la menace de sanctions plus fortes, n'a pas empêché Poutine d'envahir l'Ukraine. Il est peu probable que des pressions extérieures exercées sur la Russie peuvent accroître la désillusion à l'égard du régime en place et favoriser un soutien durable au mouvement de protestation. Le renforcement des sanctions permet au président-dictateur Poutine d'attribuer tous les problèmes économiques du pays à la pression occidentale. Son entourage et lui-même, qui sont les véritables responsables des difficultés actuelles pourront une fois de plus échapper à toute critique sur ce plan. En fait, l'impact des sanctions est très limité sur l'économie réelle, pour que leurs effets soient perceptibles, il faudrait un embargo complet sur les importations d'énergie en provenance de Russie. Dans le réel, les sanctions n'influencent pas efficacement la politique russe. Elles ne sont pas d'une ampleur suffisante pour affecter vraiment l'élite du pays, et elles se fondent sur la croyance erronée que des réductions mineures du niveau de vie de la population suffira à donner une impulsion décisive au mouvement de protestation qui pourrait renverser le régime.

Il y a plusieurs facteurs qui expliquent que les difficultés économiques ne se traduisent pas par des protestations massives en Russie. Premièrement, l'économie russe semble, de nos jours, suffisamment solide pour éviter un effondrement brutal. Contrairement aux pays développés, la Russie se concentre sur les industries de première nécessité, la demande intérieure de ces produits ne peut pas chuter de manière significative. Aujourd'hui, plus de 43% des dépenses de la population sont consacrées à l'alimentation et aux biens ménagers, et cette consommation devrait rester stable. L'État, de son côté, continue de créer une demande de biens d'investissement, de charger de commandes le secteur de la défense et de stimuler la construction résidentielle, industrielle et celle d'infrastructures.

En Russie, la société est habituée à la stagnation, et l'état d'esprit dominant se reflète dans la formule "pourvu que cela n'empire pas". Au cours des cinq dernières années, de nombreuses personnes ont choisi de quitter le pays en raison du danger croissant que représentent les activités politiques ou culturelles, beaucoup ont été persécutées pour leurs convictions.

Afin d'éviter l'éclatement social, l'État déploie beaucoup d'efforts pour maintenir un niveau de vie relativement acceptable pour la population. La part des retraites et des diverses allocations sociales représente désormais 21% du revenu de la population, ce ratio n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de l'URSS. Malgré les difficultés économiques, les réserves de l'État n'ont pas baissé et le budget fédéral est revenu excédentaire en 2021, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières et gazières.

Dans un contexte marqué, à partir de 2011, par les mots d'ordre de modernisation et de reset, avec dans de nombreux pays du monde des "révolutions de couleur" rejetant les pratiques dictatoriales antérieures, cette décennie a généré en Russie la plus puissante vague de protestations de l'histoire post-soviétique. Le début de la décennie 2010, a donné lieu à une montée de la contestation et à une crise du système poutinien, les années suivantes ont été caractérisées par une inversion de cette tendance. Actuellement, la mise en place d'un régime pleinement autoritaire semble tout à fait envisageable. Durant cette période, des années 2010, le pouvoir a apporté la démonstration de sa résilience, malgré la fin du "miracle économique poutinien", la baisse du niveau de vie de la population et les sanctions imposées par plusieurs pays étrangers.

L'apathie et la désillusion augmentent dans la société russe et non la volonté de s'opposer aux autorités. Si les années 2000, ont été une période de stagnation politique, les années 2010 ont été une époque de stagnation économique et, au début des années 2020, les autorités ont compris qu'une offensive majeure était possible sur les deux fronts: économique et politique. Dès lors, le Kremlin a écrasé l'opposition légale, la reléguant dans la dissidence, a refusé de mettre en œuvre des programmes sociaux de grande ampleur. Le Kremlin n'a cessé de durcir le régime, n'hésitant plus à employer des méthodes de "terreur et d'autoritarisme pur", aucune inversion de cette tendance ne se dessine à court terme, bien au contraire.

Un référendum constitutionnel a eu lieu du 25 juin au 1er juillet 2020 en Russie, afin que la population se prononce sur l'adoption de plusieurs amendements à la constitution proposés par le président Vladimir Poutine, dont un lui permettant de rester au pouvoir jusqu'en 2036. Cette mesure phare, c'est le prolongement possible pour le président Poutine de faire deux mandats supplémentaires, ce qui fait qu'il pourrait être en poste jusqu'à l'âge vénérable de 84 ans. De plus, les amendements comportent plusieurs mesures sociales concernant notamment les retraites, ainsi que d'autres plus conservatrices comme l'interdiction du mariage homosexuel, l'enseignement patriotique et la mention explicite de la foi en Dieu de la population russe. Ils établissent également l'immunité pour les présidents sortants et la primauté de la Constitution russe sur le droit international. La réforme constitutionnelle a été votée sans surprise par une large majorité des votants, "officiellement" près de 78% se sont exprimés en faveur. Étalé sur une semaine, le vote a été marqué par de multiples irrégularités.

Les Russes ont commencé à voter vendredi 17 septembre 2021, aux élections législatives, jusqu'au 19 septembre. Ce marathon électoral russe de trois jours comprenait des législatives, mais aussi des dizaines d'élections régionales et locales. Quelque 108 millions de Russes ont été appelés aux urnes pour élire les 450 députés de la chambre Basse du parlement, la Douma. L'essentiel de l'opposition a été bannie du scrutin, apogée de mois de répression entamés avec l'arrestation de sa figure de proue, Alexeï Navalny en janvier 2021. Ce dernier a appelé depuis sa prison ses sympathisants à voter "intelligent" en soutenant les candidats, bien souvent des communistes, les mieux placés pour mettre en difficulté celui du parti au pouvoir, Russie Unie. Cependant, on peut dire que Russie Unie n'avait pas de concurrence réelle, les autres partis représentés à la Douma, communistes, nationalistes et centristes, étant dans l'ensemble dans la ligne du Kremlin.

Cette campagne a été marquée par une avalanche de combines, manigances et répression tous azimuts contre les figures de l'opposition susceptibles de peser sur les débats. La plupart des alliés de Navalny, principal opposant à Poutine, ont été arrêtés ou mis au ban de la campagne électorale, sous prétexte qu'ils appartenaient à des organisations "extrémistes". Le Moscow Times, quotidien russe anglophone, a même dressé une liste de tous les candidats interdits de participer à cette élection. On peut penser que le vote était truqué, car le résultat a été celui que le Kremlin voulait, c'est-à-dire que Russie Unie a conservé une majorité absolue à la Douma. Le parti du Kremlin a revendiqué, le 20 septembre 2021, avoir remporté plus des deux tiers des sièges de députés à l'issue des législatives en Russie. Un score plus faible qu'en 2016, mais qui lui a permis de conserver la super-majorité nécessaire pour modifier la Constitution sans l'appui d'autres formations.

Un haut responsable de Russie Unie, Andreï Tourtchak, a estimé que sa formation avait remporté au moins 315 mandats sur les 450 en jeu, saluant une victoire "claire et propre", en dépit des multiples accusations de fraude de l'opposition anti-Kremlin, qui dans la foulée des mois de répression a été exclue du scrutin. Selon les autorités, la formation Russie Unie a récolté 49,64% des suffrages exprimés, les communistes 19,41%, les nationalistes de LDPR ont obtenu 7,47%, les centristes de Russie Juste 7,42% et un nouveau venu, le parti des Nouvelles Personnes 5,39%. Mais, pour Russie Unie, ce score représentait néanmoins une baisse par rapport aux 54.2% et 334 sièges raflés en 2016. Le mouvement de l'opposant emprisonné Alexeï Navalny a dénoncé, pour sa part, des fraudes électorales massives avant le vote, mais aussi lors du décompte. L'opposition a parlé de fraudes massives comme des bourrages d'urnes, un report suspect des résultats du vote en ligne ou encore des observateurs chassés des bureaux de vote. Des soupçons de violations que le gouvernement allemand a demandés, au lendemain des élections à "tirer au clair", tandis que l'Union européenne a dénoncé un climat d'intimidation et le manque d'observateurs internationaux.

MÉMORIAL

L'ONG Mémorial a été fondée au crépuscule de l'URSS, par des dissidents, dont le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov. Mémorial avait pour mission de mettre en lumière les millions de victimes des crimes soviétiques. Pour ses activités, l'ONG a subi depuis longtemps des pressions et a déjà payé un lourd tribut. En 2009, sa responsable en Tchétchénie, Natalia Estemirova, a été kidnappée, puis exécutée. En Russie, la Cour suprême a dissous l'ONG Mémorial, pilier de la défense des libertés, gardienne de la mémoire des victimes du Goulag et pièce maîtresse de la défense de l'État de droit, le 28 décembre 2021. Une décision qui est venue couronner une année d'intense répression contre de nombreux acteurs de la société civile en Russie. C'est un nouveau recul pour les libertés publiques au pays de Poutine.

Devant la Cour, le procureur Alexeï Jaharov, a accusé l'ONG de "créer une image mensongère de l'URSS en tant qu'État terroriste, de salir la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de chercher à réhabiliter des criminels nazis". La juge, Alla Nazarova a dit "accéder à la demande du Parquet de dissoudre Mémorial international, ses antennes régionales et ses autres composantes". En cause, le non-respect d'obligations découlant de son statut d'"agent de l'étranger". Ce label qui rappelle celui d'"ennemi du peuple" de l'URSS stalinienne, désigne des organisations considérées comme agissant contre les intérêts russes et recevant des fonds étrangers. Après le verdict, lu rapidement d'une voix monocorde, plusieurs personnes ont crié "Honte ! honte !", dans la salle d'audience. Les avocats se sont ensuite exprimés devant le tribunat et ont déclaré qu'ils allaient faire appel. Mémorial est l'une des dernières victimes de la longue liste d'ONG, d'opposants et de médias tombés sous le coup de poursuites ces derniers mois. Les ONG et les médias étant perçus comme des critiques du président Vladimir Poutine.

L'ONG a dit, par ailleurs, qu'elle allait trouver des "moyens légaux" pour poursuivre ses activités. Puis des policiers ont poussé les soutiens de Mémorial et les journalistes à quitter les abords du bâtiment. Au moins dix personnes ont été interpellées, avant et après le verdict, selon des journalistes de l'AFP. Mémorial, dont le rôle et la rigueur sont reconnus en Occident, enquête depuis plus de trente ans sur les purges soviétiques et recense également les répressions contemporaines, notamment celles du régime de Vladimir Poutine. De son côté, le Conseil de l'Europe a regretté une "nouvelle dévastatrice pour la société civile", tandis que la France a déploré une "terrible perte pour le peuple russe".

Un tribunal de Moscou a ordonné, mercredi 29 décembre 2021, la dissolution du Centre des droits humains (CDH) de l'ONG Mémorial, au lendemain de l'interdiction de la structure mère de cette organisation emblématique. Cette interdiction a suscité l'indignation à l'étranger. Anna Dobrovolskaîa, directrice générale du CDH, a expliqué à la sortie du tribunal qu'elle pressentait que le ciblage de Mémorial n'était que la première étape d'une purge du secteur de la défense des droits humains par les autorités russes. Le CDH de Mémorial dispose d'un réseau de représentations dans le nord-Caucase, région à majorité musulmane du sud de la Russie, en œuvrant à documenter les atteintes aux droits humains dans certaines régions comme la Tchétchénie, tout en fournissant une aide juridique aux victimes. Il maintient également une liste de personnes considérées comme des prisonniers politiques en Russie. Comme la dissolution la veille de Mémorial international par la Cour suprême russe, qui a suscité une vague de critique à l'échelle internationale, la fermeture du CDH de l'ONG a immédiatement été dénoncée par d'autres organisations de défense des droits humains, ainsi que par la ministre britannique des Affaires étrangères Liz Truss, et aussi par la Cour européenne des droits de l'Homme qui a pour sa part demandée à Moscou de suspendre la décision de dissoudre Mémorial.

Comme le disait Elena Zhemkova, la directrice de Mémorial international, ce verdict a été le signal que les autorités ont la volonté de laisser le passé dans le passé. Elles ne veulent pas qu'on puisse remettre en question la grandeur du combat de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie, dont le pouvoir se veut l'héritier, en déterrant les atrocités perpétrées par Staline. Le travail de mémoire de Mémorial ne s'arrêtera pas même s'il risque d'être plus compliqué. Il est impossible d'empêcher les gens de vouloir faire la lumière sur leur passé. Avec la liquidation de Mémorial, l'étau s'est resserré sur ceux qui se battent pour révéler les détails des crimes du stalinisme, notamment les noms des bourreaux et des victimes, la société civile russe a dénoncé un retour aux méthodes de l'époque soviétique, avec des services secrets tout puissants, un intérêt d'État primant sur les Droits et Libertés individuels et des récits de tortures systémiques au sein du système carcéral russe, hérité du Goulag.

GOOGLE ET LES AUTRES

Le géant américain Google a été condamné, vendredi le 24 décembre 2021, à une amende record de 7,2 milliards de roubles, soit 87 millions d'euros, par la justice russe, pour ne pas avoir supprimé des contenus interdits. Cette condamnation est intervenue dans un contexte dans lequel les sanctions contre les géants du numérique s'accumulaient en Russie. Ces dernières années, les autorités russes n'ont cessé de renforcer leur contrôle d'internet, denier espace dans lequel les voix critiques du Kremlin peuvent s'exprimer encore avec une relative liberté. Elles ont sanctionné régulièrement les grandes entreprises numériques, surtout étrangères, accusées de ne pas effacer des contenus faisant l'apologie de drogues, du suicide et liées à l'opposition. Dans un communiqué sur Télégram, le service de presse des tribunaux de Moscou, a indiqué que le géant californien avait été reconnu coupable de "récidive", car il n'a pas supprimé de ses plates-formes des contenus jugés illégaux.

Outre la pression des amendes, les autorités ont menacé d'arrêter des employés d'Apple et Google en Russie, si elles ne coopéraient pas, selon des sources internes à ces groupes. En septembre 2021, juste avant les élections législatives, Moscou avait réussi par ce biais à contraindre ces deux sociétés, accusées d'ingérence électorale, à retirer de leurs magasins virtuels en Russie l'application de l'opposant Alexeï Navalny. Les autorités développent un système controversé d'internet souverain, qui donnera à terme la possibilité d'isoler le net russe en le séparant des grands serveurs mondiaux. Malgré cela, le Kremlin a nié vouloir bâtir un réseau national sous contrôle, comme c'est le cas en Chine, mais c'est ce que craignent ONG et opposants.

LE CONSERVATISME

L'État russe fait officiellement la promotion des valeurs conservatrices, depuis un bon bout de temps. Le régime poutinien a fait du conservatisme la pierre angulaire de son discours stratégique. Le conservatisme répond à la déception qu'éprouvent les élites russes envers l'Occident libéral. Le conservatisme repose sur un noyau idéologique, une vision globale qui peut être rendue opérationnelle sous différentes étiquettes: conservatisme moral des valeurs dites traditionnelles contre le libéralisme culturel promouvant l'égalité des sexes, les droits des LGBT+ et les changements de genre, ou souverainisme des États nations contre l'ordre mondial libéral et multilatéral.

Au début des années 2000, le conservatisme est devenu l'idéologie officielle de Russie Unie. Cependant, ce n'est qu'en 2008, lorsque Dmitri Medvedev a refusé de se définir comme libéral ou conservateur, que le terme a fait son apparition dans les discours présidentiels. En 2011, Medvedev, encore président, a qualifié le positionnement de Russie Unie de "conservateur-centriste". À partir de 2013, Vladimir Poutine, de retour à la présidence, a utilisé le concept dans un sens plus politico-philosophique, se décrivant lui-même comme "un homme aux valeurs conservatrices" et "un pragmatique avec un penchant conservateur, promouvant une approche conservatrice".

La notion de conservatisme qu'a élaboré progressivement le Kremlin est apparue avant tout comme une contre-expérience en réponse au libéralisme dans les années 1990. La décennie eltsinienne est présentée comme une période terrible, un temps de troubles, dont il faut éviter la répétition à tout prix. Le Kremlin a fait de la notion de conservatisme russe, le miroir inversé du libéralisme occidental.

En Russie, l'idéologie conservatrice se veut synonyme de contre-révolution. Le message est que toute tentative d'imposer un changement politique sous la pression de manifestants libéraux et/ou d'une ingérence extérieure sera combattue avec force. Le conservatisme est aussi présenté à l'opinion russe comme synonyme de stabilité et de prévisibilité, une notion à laquelle de nombreux citoyens, marqués par les bouleversements trop abrupts des années des années 1990, attribuent une importance majeure. En faisant la promotion de la notion de conservatisme, le Kremlin cherche à présenter le régime actuel comme une réussite, tant en termes de reconquête du statut de grande puissance, qu'en termes d'amélioration du niveau de vie de la population. La combinaison, d'une part, d'une idéologie officielle protégeant le régime contre toute pression extérieure et, d'autre part, du souvenir négatif des années 1990 que partagent beaucoup de citoyens russes, explique le soutien populaire, dont Poutine a bénéficié pendant deux décennies. Toutefois, cette harmonie a été progressivement ébranlée: une partie des nouvelles générations et des classes moyennes urbaines ont, peu à peu, identifié cette stabilité tant vantée à de la stagnation et de l'immobilisme, comme un frein à l'évolution de la société russe.

La remise en cause de l'ordre mondial actuel et de la domination américaine constitue un autre aspect, dans lequel le leadership de la Russie est largement reconnu. Une grande partie de l'opinion publique russe, y compris l'élite, estime sincèrement que la démocratie libérale ne parvient pas à garantir l'ordre social, et que l'ordre mondial libéral n'est ni juste, égalitaire ou authentiquement universaliste.

Moscou souhaite, avant tout, être protégé contre les intrusions normatives de l'Occident qui pourraient mettre en difficulté son régime sur le plan intérieur. La stratégie consistant à s'isoler des pressions internationales a largement été couronnée de succès, grâce à des mesures comme la dotation de l'armée russe de nouveaux équipements, qui a permis à la Russie de maintenir sa position de tête dans le domaine des armements nucléaires, de développer de nouvelles armes hypersoniques et d'agir sur certains théâtres de guerre comme en Syrie ou encore en Ukraine. S'opposer à l'"Occident libéral", à la déstabiliser et à se présenter en tant qu'alternative à son modèle. Sa tentative de conserver l'emprise de la Russie sur les pays indépendants, qui faisaient autrefois partie de l'union soviétique et de réaffirmer l'influence de Moscou dans d'autres arènes mondiales est inséparable de ses efforts pour consolider et étendre son autorité à l'intérieur de ses propres frontières.

LE DOSSIER NAVALNY

Alexeï Navalny est né le 4 juin 1976 à Moscou. Il est avocat et militant politique. C'est un militant anti-corruption, il est le principal opposant du Kremlin. En août 2020, après avoir perdu connaissance, il a été transféré dans une unité de soins intensifs en Allemagne. À cet endroit, des tests ont détecté des traces d'inhibiteurs, du cholinestérase, des substances pouvant faire partie du groupe d'agents neurotoxiques Novitchok. Les agents Novitchok sont un ensemble d'agents innervant développés par l'Union soviétique dans les années 1970 et 1980, puis par la Russie dans les années 1990. Il s'agirait des agents innervant les plus toxiques jamais conçus. Il est demeuré plusieurs mois en convalescence en Allemagne. Navalny a accusé le Kremlin d'avoir voulu l'empoisonner.

Après ce triste épisode de sa vie, il est revenu en Russie. Alexeï Navalny a atterri à Moscou le 17 janvier 2021 et a été emprisonné dès son arrivée, pour une affaire de fraude, qu'il a jugé politique. Bête noire du président russe Vladimir Poutine, il a été condamné le 2 février 2021 à deux ans et demi de prison ferme et a été placé en détention dans un camp de travail. Les pays occidentaux ont dénoncé son emprisonnement. Ses partisans ont alors mis en ligne un documentaire dénonçant la corruption du président Poutine, puis organisé de grandes manifestations, les 23 et 31 janvier. Ces rassemblements ont attiré entre 110 000 et 160 000 personnes. La tenue de ces manifestations dans un très grand nombre de villes et non seulement Moscou et Saint-Pétersbourg, était une nouveauté et de telles manifestations n'avaient pas eu lieu depuis 2011. Pour la première fois, depuis longtemps, une seule et même cause unissait des manifestants dans le pays entier. Dans la vidéo, on pouvait voir un immense palais, au coût exorbitant, attribué à Vladimir Poutine, qui a été visionnée plus de 116 millions de fois sur You Tube.

Le Kremlin a répondu par une vague d'arrestations massives. Ainsi, 5 750 personnes ont été arrêtés le 31 janvier, un record en Russie post-soviétique et la contestation s'est progressivement estompée. Et puis, au fil des mois, alors que les élections législatives de septembre approchaient, plusieurs médias indépendants, d'ONG, de même que des personnes physiques, ont été classés d'agents de l'étranger par la justice russe. Ce statut n'est pas parvenu à calmer la contestation de tous les organismes créés par Navalny Les plus proches partisans de Navalny ont fui le pays, les organisations qu'il avait fondées ont été déclarées "extrémistes", et la Douma a adopté une loi interdisant à toute personne ayant participé à des manifestations, au cours des trois dernières années, à se présenter à des élections. Par conséquent, à la veille de la campagne pour les élections législatives de septembre 2021, l'espace politique russe a été presque entièrement "nettoyé". Les partisans d'Alexeï Navalny ont annoncé qu'ils mettaient fin aux activités de leurs organisations. Russie ouverte s'est dissoute, et de nombreuses personnalités politiques d'opposition qui avaient annoncé leur intention de se présenter aux élections de septembre 2021 ont été arrêtées et/ou ont quitté le pays, car avoir travaillé dans une organisation extrémiste peut valoir de lourdes peines de prison. Une partie de la population est effrayée, mais la majorité est indifférente. L'appareil répressif d'État contrôle bien la situation.

Le message qu'Alexeï Navalny a cherché à diffuser dans la population russe depuis le début des années 2010, désignant le parti politique de Poutine comme "le parti des voleurs et des escrocs" et faisant de la corruption l'enjeu principal de la mobilisation sociale, n'a pas été entendu par une majorité des gens. L'intérêt porté au thème de la corruption, n'a pas été assez fort, il n'a pas mené à un rejet du système. Les Russes semblent s'être habitués que le pays est désormais la propriété de la bureaucratie au pouvoir, appuyée par un puissant appareil répressif, et ils ne voient aucun moyen de faire évoluer cette situation, de la résignation.

VLADIMIR LE CONQUÉRANT

La Moldavie est partiellement occupée par les forces russes depuis le début des années 1990, puis elles ont mis les pieds en Tchétchénie. Au cours des deux dernières décennies, Poutine a tenté de rétablir le contrôle de Moscou dans toute la région occupée par les ex-républiques soviétiques, violant ainsi les frontières internationales reconnues. L'armée russe est aussi intervenue en Géorgie, en Crimée, au Donbass, au Kazakhstan et le 24 février 2022, les soldats de Vladimir ont envahi l'Ukraine. C'est un devoir également de mentionner l'intervention des Russes dans la guerre en Syrie et en Libye.

LA TCHÉTCHÉNIE

À la suite du démantèlement de l'URSS en 1991, la République autonome russe de Tchétchénie a proclamé son indépendance. En décembre 1994, Moscou, qui voulait préserver sa souveraineté, particulièrement sur les républiques musulmanes de la de la Fédération, et sécuriser les voies de transit du pétrole de la mer Caspienne, a engagé une intervention armée en Tchétchénie. Devenu impopulaire en Russie en raison des lourdes pertes qu'il entraînait, ce premier conflit tchétchène a trouvé sa conclusion au moment de l'élection présidentielle russe de 1996. Tandis que les indépendantistes modérés ont assis leur pouvoir à Grozny, les forces russes se sont retirées, mais le futur statut de la République a été laissé en suspens.

En 1999, des islamistes tchétchènes, dont l'influence grandissait, sont intervenus au Daghestan. Créé le 20 janvier 1921, comme république socialiste soviétique autonome, le Daghestan est devenu, en 1992, une république de la Fédération de Russie, et des attentats, dont l'origine était incertaine, ont eu lieu, certains ont même frappé jusqu'à Moscou. À ce moment-là, les fantassins russes sont entrés, à nouveau, en Tchétchénie pour en déloger les "terroristes". Cette opération militaire a contribué à la victoire du pouvoir aux élections législatives russes de décembre 1999 et à celle du Premier ministre Vladimir Poutine, à la présidentielle de mars 2000. Depuis lors, le conflit toujours meurtrier a piétiné, alors que de multiples attentats ont été perpétrés contre les Russes en 2002 et 2003. Les Tchétchènes ont adopté une nouvelle Constitution en 2003, qui a étendu les pouvoirs du gouvernement, mais qui a maintenu le pays dans le giron de la Fédération de Russie. Le Kremlin a installé, depuis ce temps, des présidents qui lui sont fidèles. L'armée russe est toujours présente sur le territoire.

L'INTERVENTION EN GÉORGIE

En 2008, dans une "guerre éclair", la Russie a occupé le territoire de la Géorgie. Moscou et Tbilissi s'opposaient sur les ambitions de la petite ex-république soviétique du Caucase de rejoindre l'UE et l'OTAN, une éventualité considérée par la Russie comme un empiétement dangereux dans sa zone d'influence. Ces tensions, à l'été 2008, se sont transformées en conflit, lorsque l'armée russe est intervenue sur le territoire géorgien pour voler au secours de la petite Ossétie du Sud, territoire séparatiste pro-russe dans lequel Tbilissi avait lancé une opération militaire meurtrière. En cinq jours, les forces de Moscou ont mis l'armée géorgienne en déroute et menaçaient même de prendre la capitale.

L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont déclaré leur indépendance et l'ont défendu pendant une première guerre contre les forces géorgiennes, après la dislocation de l'URSS au début des années 1990. En avril 2008, la Russie a annoncé le renforcement de ses liens avec les deux provinces géorgiennes rebelles, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, provoquant la colère de Tbilissi. Cette dernière a accusé Moscou d'essayer d'annexer les deux provinces, tandis que les ambitions atlantistes et européennes de la Géorgie exaspéraient les Russes.

Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, l'armée géorgienne a lancé une offensive pour reprendre en main l'Ossétie du Sud, dont elle a bombardé la capitale Tskhinvali. La riposte de la Russie a été instantanée. Le 8 au matin, chars, blindés légers et transport de troupes russes sont entrés massivement, en Ossétie du sud pour, selon la Russie, "pour défendre ses citoyens", la grande majorité des Ossètes ayant un passeport russe. Les Russes ont bombardé les positions géorgiennes autour de la capitale sud-ossète, mais aussi la ville de Gori, en Géorgie.

Un nouveau front, s'est ouvert le 9, avec une offensive des forces abkhazes pro-russes destiné à reprendre les gorges de Kodori, seule région de l'Abkhazie sous contrôle géorgien. Le 10 août, Tskhinvali est contrôlée par l'armée russe. La Géorgie a annoncé un retrait de ses forces d'Ossétie du Sud et un cessez-le-feu. Le lendemain, des bombardements russes ont ciblé Gori, le port de Poti sur la mer noire et la banlieue de Tbilissi. La Géorgie a accusé les Russes d'occuper la majeure partie de son territoire. Plusieurs villages géorgiens dans les provinces rebelles ont été vidés de leur population, les habitants s'étant enfuis ou ayant été arrêtés par les milices séparatistes, leurs maisons détruites ou brûlées et tuant, passant à tabac, violant et menaçant les civils, selon l'organisation Human rights watch.

Un rapport d'enquête de 2009 commandé par l'UE parlait d'"indications sérieuses" montrant que des géorgiens de souche ont été victimes de "nettoyage ethnique", avec l'aval tacite des forces armées russes. Les pays européens, unanimes à vouloir éteindre le brasier du Caucase, ont condamné l'intervention russe, tout en marquant leurs distances avec l'offensive de Tbilissi. Le 12 août, le président français Nicolas Sarkozy a négocié, au nom de l'Union européenne, un accord de cessez-le-feu entre Moscou et Tbilissi. Les belligérants ont accepté le plan de paix négocié par la France: retour des forces géorgiennes dans leurs casernes et des troupes russes à leurs positions antérieures au conflit.

Le 15, le président géorgien, Mikheïl Saakachvili, a signé l'accord de paix avec Moscou, suivi le 16 par le président russe Dmitri Medvedev. La Russie a reconnu, le 26 août, l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, les deux territoires se sont retrouvés de facto sous le patronage de la Russie. À l'unisson des Occidentaux, le président américain Georges W. Bush, allié numéro un de Tbilissi face à Moscou, a demandé au Kremlin à "reconsidérer cette décision irresponsable". Mikheïl Saakachvili a affirmé que cette reconnaissance est "la première tentative depuis la Seconde Guerre mondiale de changer les frontières de l'Europe par la force". Le 29 août, Tbilissi a rompu ses relations diplomatiques avec Moscou. Il a payé un lourd tribut dans cette guerre, Mikheïl Saakachvili a été président de 2004 à 2013. Après son départ du pouvoir, il a été condamné en 2018 par contumace à huit ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir, une condamnation qu'il a contestée. Il a été arrêté, le 1er octobre 2021, après être rentré d'exil en Géorgie pour rallier l'opposition la veille d'élections locales. Après son incarcération, il a fait une première grève de la faim, de 50 jours, pour dénoncer sa détention. Le 10 mars 2022, il a annoncé mettre un terme à sa deuxième grève de la faim, qu'il avait entamée pour réclamer un meilleur accès aux soins médicaux depuis sa prison. Il avait commencé sa grève de la faim le 21 février.

.

En octobre 2008, les forces russes ont achevé leur retrait de Géorgie, à l'exception des deux régions séparatistes, représentant environ 20 % de la totalité du territoire géorgien. Moscou y a maintenu jusqu'à aujourd’hui des milliers de soldats et a signé, en 2015, une série d'accords avec l'Ossétie du Sud lui permettant d'étendre son contrôle sur ce territoire.

Après le conflit, l'Union européenne (UE) a déployé une mission de surveillance, forte de 225 observateurs civils, le long des régions séparatistes. À l'été 2015, l'OTAN a inauguré, en grande pompe, un centre d'entraînement à Krtsanissi, près de Tbilissi au grand dam de Moscou qui a dénoncé une provocation. La Cour pénale internationale (CPI) a ouvert, début 2016, une enquête sur ce conflit qui a fait quelque 800 morts, selon les bilans officiels établis par les différentes parties et plus de 120 000 déplacés.

La réaction plutôt passive des Occidentaux envers la Russie après la guerre de 2008 a été l'élément, qui a donné assez confiance à Moscou dans ses actions pour organiser l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée en 2014, après l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux à Kiev.

L'ANNEXION DE LA CRIMÉE

Cette péninsule ukrainienne a été annexée par Moscou en mars 2014, dans la foulée d'une révolution pro-occidentale à Kiev, que la Russie a qualifié de coup d'État. Elle a été suivie par le déclenchement d'une guerre dans l'est de l'Ukraine contre des séparatistes pro-russes, dont la Russie, malgré ses multiples dénégations, est considérée comme le parrain militaire.

L'annexion de la Crimée fait référence à l'invasion de cette région en Ukraine, qui a été menée par la Fédération de Russie en février et mars 2014 et à son rattachement ultérieur à la Russie. Cet événement a eu lieu au lendemain de la révolution ukrainienne et fait partie du conflit entre l'Ukraine et la Russie. L'affaire de la Crimée a été une crise diplomatique internationale, consécutive à l'occupation de la péninsule de Crimée par des troupes pro-russes non-identifiées, puis à des mouvements des troupes de l'armée fédérale russe près de la frontière ukrainienne, à partir du 28 février 2014.

Le déploiement de ces troupes, sans violence, faisait suite à des manifestations pro-européennes en Ukraine débutées en novembre 2013. Cette contestation populaire qui dénonçait la corruption du pouvoir en place, a eu lieu en grande partie à Kiev. Ces manifestations ont abouti à la destitution, le 22 février 2014, du président pro-russe Viktor Ianoukovytch par le Parlement et ont porté au pouvoir un gouvernement pro-européen. La Russie a considéré que le nouveau gouvernement était "illégitime". Le gouvernement ukrainien d'Oleksandr Tourtchynov a accusé la Russie "d'invasion" et "d'occupation armée", alors que la Russie a nié la présence de soldats russes en Crimée et a affirmé que ces soldats étaient des "forces locales d'auto-défense", tout en évoquant la possibilité d'envoi de troupes en Ukraine.

Le 11 mars, le Parlement de Crimée a déclaré l'indépendance de la république de Crimée. Le 16 mars 2014, alors que des forces militaires russes étaient déjà présentes sur le territoire, les dirigeants de la presque-île de Crimée ont organisé un référendum pour que leur région ne fasse plus partie de l'Ukraine et soit "de nouveau" rattachée à la Russie. La Crimée faisait partie de l'URSS comme l'Ukraine jusqu'en 1991, puis de l'Ukraine ensuite. L'issue du scrutin a été de 96,6% en faveur du rattachement. Le résultat n'a pas été reconnu par de nombreux pays, dont l'Ukraine. Le référendum s'est passé sous pression militaire russe. Aussi bien avec les troupes qui étaient déjà en place dans la flotte russe de la mer Noire, qu'avec l'arrivée de membres des forces spéciales russes. Le référendum n'a pas été reconnu par Kiev, ni par les gouvernements occidentaux. La Crimée est sortie de l'Ukraine, malgré les protestations de Kiev et de nombreux pays occidentaux, qui ont considéré que cette région a été annexée par la Russie.

Le gouvernement russe a annoncé, le 18 mars 2014, que la république de Crimée et la ville de Sébastopol, anciennement ukrainiennes, devenaient deux nouveaux sujets de la Fédération de Russie, alors le gouvernement ukrainien a retiré ses troupes de Crimée. Les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays ont accusé la Russie de violer le droit international et la souveraineté de l'Ukraine. En plus, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté le 27 mars, une résolution non contraignante qui a dénoncé le référendum en Crimée et le rattachement de cette péninsule à la Russie, estimant qu'il n'avait aucune validité. La résolution a recueilli 100 voix pour, 11 voix contre, 58 pays se sont abstenus et une vingtaine n'ont pas pris part au vote. La Syrie a fait part de son soutien à Vladimir Poutine et la Chine qui s'était abstenue lors d'une résolution occidentale dénonçant le référendum rejeté en raison du veto de la Fédération de Russie, a appelé au dialogue et au respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tout en refusant de s'opposer directement à la Russie.

LA GUERRE DU DONBASS

Plus de 14 000 personnes ont été tuées depuis 2014 dans la guerre du Donbass, qui opposent les séparatistes soutenus par la Russie et les forces loyalistes ukrainiennes. Cette zone de guerre est située dans l'Est de l'Ukraine, à la frontière avec la Russie.

Dans des régions de l'Est, dont les habitants sont majoritairement russophones, il y a eu des manifestations. Ces dernières se sont transformées en insurrection armée. En avril, puis en mai 2014, deux régions se sont déclarées indépendantes : la République populaire de Donetsk, puis la République populaire de Louhansk. Au début du conflit, les forces gouvernementales ukrainiennes dominaient les séparatistes armés par la Russie, elles semblaient même près de la victoire, puis le Kremlin a envoyé des milliers de soldats pour submerger les forces ukrainiennes. La guerre entre les séparatistes du Donbass et les forces ukrainiennes gouvernementales, dites loyalistes, a débuté à ce moment-là.

Le 5 septembre 2014, un premier accord de Minsk a été négocié et signé pour faire cesser la guerre du Donbass. Toutefois, cet accord sur douze points, qui était censé établir un cessez-le-feu, n'a perduré que quelques semaines. Les combats se sont intensifiés, en janvier 2015, et l'armée séparatiste pro-russe a progressé. Les 6 et 11 février 2015, François Hollande et Angela Merkel sont allés en Russie et en Ukraine pour négocier un nouveau plan de paix, bâti dans le cadre d'un règlement global. Le 12 février 2015, ils ont signé à Minsk, en présence de Petro Porochenko (président de l'Ukraine) et Vladimir Poutine, un nouvel accord de cessez-le-feu (Minsk II), qui prévoyait l'arrêt des combats, contre l'engagement des différentes parties sur une feuille de route de treize points. De cette façon, l'Ukraine a accepté de mener des réformes politiques et la Russie de mettre fin à son soutien aux rebelles séparatistes pro-russes. Après cet accord, la guerre a baissé en intensité, mais des combats sporadiques ont encore eu lieu. L'accord Minsk II est demeuré la référence pour essayer de résoudre le conflit. Notamment, il a été au centre des discussions, lors de la rencontre de décembre 2019, dite au format Normandie, en présence du nouveau président d'Ukraine, Volodymyr Zelensky. Le format Normandie était la configuration des rencontres diplomatiques à quatre pays adoptés pendant la guerre du Donbass. Elles rassemblaient les quatre pays suivants: Russie et Ukraine (les belligérants), Allemagne et France (les médiateurs). Après, les accords de Minsk sont demeurés au point mort, car les Ukrainiens n'en voulaient pas vraiment. Ils ont été signés par l'ancien président Porochenko dans une situation d'extrême faiblesse de l'armée ukrainienne.

La ligne de front n'a pas bougé dans le Donbass de manière significative en 7 ans de conflit. La situation est restée cependant instable, parce que la Russie n'a pas accepté l'orientation pro-occidentale de l'Ukraine, et que l'Ukraine n'a pas accepté l'occupation d'une partie de son territoire par les forces du Kremlin. Un conflit profond, avec beaucoup d'hostilité entre Moscou et Kiev. L'affaire est ancrée dans l'histoire, la géographie et dans la volonté dominatrice de Vladimir Poutine. Il y avait, dans le sud-est du pays, une guerre "gelée" depuis sept ans. Deux villes se sont de facto séparées de l'Ukraine, dans une région très russifiée. Moscou y avait des alliés locaux. C'est un secret de Polichinelle que des mercenaires russes non-identifiés, les fameux "petits bonshommes verts", y avaient pénétré en 2014, aidant les rebelles armés de Donetsk et de Louhansk. Moscou cherchait à intimider, à déstabiliser de différentes manières le régime ukrainien, lequel essayait de défendre sa souveraineté face à Moscou, en s'appuyant tant bien que mal sur les Occidentaux. L'Ouest aidait le gouvernement de Kiev, mais jusqu'à un certain point seulement, car il ne voulait surtout pas être aspiré dans une confrontation militaire directe avec les Russes.

Depuis 2015, Kiev a fait de nombreuses propositions sur la manière dont une force internationale ou une administration de transition pourraient superviser la réintégration de la région du Donbass à l'Ukraine. Le Kremlin a toujours repoussé les efforts de Kiev pour trouver un chemin vers la paix. Puis, lorsque Zelensky est arrivé au pouvoir en promettant de renouer les liens avec les zones contrôlées par les séparatistes, Moscou a presque immédiatement rendu leurs populations éligibles à la citoyenneté russe.

Pour la troisième journée consécutive, les affrontements ont redoublé d'intensité dans le Donbass. Les bombardements ont connu, samedi le 20 février 2022, leur plus haut niveau d'intensité depuis plusieurs années. L'administration américaine s'attendait à une attaque massive russe d'un jour à l'autre, et l'Allemagne et la France ont demandé à leurs ressortissants de quitter l'Ukraine.

DANS LA GUERRE DE SYRIE

La guerre en Syrie a fait plus de 500 000 morts et a forcé plus de six millions de Syriens à quitter le pays, soit plus du quart de la population. Elle a commencé en 2011. Dans ce conflit très meurtrier, la Russie a été un important soutien au gouvernement syrien.

En mars 2011, commençaient les premières contestations contre le régime de Bachar Al-Assad, dans la foulée du printemps arabe. Le mouvement de protestation a été réprimé brutalement par le régime et s'est transformé peu à peu en une guerre civile, qui n'a pas encore fini d'ensanglanter le pays en avril 2022.

L'intervention russe de 2015 a fondamentalement changé le cours de la guerre et lui a donné le visage qu'elle a aujourd'hui. La Russie a déployé en Syrie sa première intervention militaire en dehors des frontières de l'ancienne Union soviétique. Cet appui militaire d'envergure a permis au régime affaibli de Assad de reprendre du poil de la bête. L'intervention russe en sol syrien lui a permis d'asseoir sa réputation en matière de performance, en renversant en quelques mois une situation plus que critique pour Bachar al-Assad. Pour ce dernier, la Russie s'est révélée être un partenaire majeur, fidèle et fiable. L'armée russe s'est déployée en Syrie, afin d'appuyer l'armée syrienne. Cette intervention a répondu à la demande officielle du président syrien d'aide militaire, en date du 30 septembre 2015, auprès de la Russie. Le jour même, le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Russie, a approuvé l'appel du président Vladimir Poutine, pour permettre l'utilisation des forces armées russes à l'étranger, et l'intervention a débuté par des bombardements "contre des terroristes". Lancée officiellement contre Daech, elle a surtout ciblé les groupes rebelles en lutte contre le régime d'Assad. Associée au sol par des milices syriennes et étrangères dirigées par l'Iran, elle a permis au Kremlin de devenir le maître de jeu dans le pays. En 2022, par rapport aux années 2013-2014, époque à laquelle il ne contrôlait plus grand-chose, le régime a récupéré, grâce aux Russes et aux Iraniens, une bonne partie du territoire. Après avoir reconquis plusieurs régions, le gouvernement de Bachar Al-Assad domine environ, de nos jours, environ 70% du territoire de la Syrie. Cependant, le pouvoir syrien est complètement dépendant de l'Iran et de la Russie, les décisions se prennent à Téhéran et à Moscou, elles ne se prennent pas à Damas. C'est une victoire qui n'en est pas vraiment une. Bachar Al-Assad n'a pas les moyens, seul de contrôler l'ensemble du territoire avec ses propres forces. Son armée est affaiblie après plus de dix ans de guerre, elle a absolument besoin de l'appui des Iraniens, des Russes et des milices chiites, que ce soit le Hezbollah ou des milices irakiennes qui viennent lui donner un coup de main. Le pays demeure donc occupé par des puissances internationales et régionales, qui profitent du chaos pour se positionner.

Les Russes ont appuyé les Syriens, depuis 2015, par l'entremise de conseillers militaires et de troupes au sol, mais aussi avec des avions et des véhicules blindés, en plus de navires de guerre au large des côtes syriennes. Moscou et Damas sont des alliés de longue date. À la suite d'un traité stratégique entre la Syrie et l'Union soviétique, conclu en 1980, la Russie dispose d'une base navale à Tartous, sur la côte syrienne, la seule qu'elle ait dans la Méditerranée. La Russie a aussi une base aérienne à Hmeimim, près de Lattaquie.

La guerre a pris une tournure religieuse, car le gouvernement de Al-Assad est soutenu par l'Iran, l'Irak et le Hezbollah libanais, tous trois chiites. De l'autre côté, les rebelles comptent essentiellement dans leur rang des sunnites. Plusieurs groupes djihadistes et terroristes sont impliqués dans le conflit, comme le Front al-Nostra (branche syrienne d’Al-Qaïda) et l'État islamique (aussi appelé Daech). L'EI est entré en conflit aussi bien contre l'armée de Bachar al-Assad, que contre les rebelles.

Le gouvernement syrien est soutenu par la Russie, la Chine et également le Venezuela. Les rebelles sont appuyés par la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni entre autres. Chaque camp, mais principalement l'armée de Bachar al-Assad et l'EI (État islamique), sont responsables de milliers de morts, de massacres, de viols et de tortures. Le régime de Bachar al-Assad a effectué de nombreux bombardements contre les civils et a même utilisé des armes chimiques, contre sa propre population.

Les Américains quant à eux, ont armé et entraîné les rebelles au début de l'insurrection. Ils se sont aussi fortement engagés dans la lutte contre l'EI, prenant la tête de la coalition anti-Daech. Mais depuis que le califat a été presque complètement vaincu, ils ont amorcé un retrait de la région. Dans cette guerre, les Russes et les Américains ne se sont jamais affrontés directement, ils s'évitent systématiquement.

En voyant les difficultés du régime face aux rebelles et les atermoiements du côté américain, le président russe Vladimir Poutine, a décidé de tenter sa chance. Il y est allé prudemment au début, il a sondé le terrain. Il avait déjà vu, avec l'intervention iranienne à partir de 2013, puis le flop sur le chimique d'Obama, qu'il n'y avait pas grand-chose à craindre du côté américain, que les États-Unis n'allaient pas fournir aux rebelles syriens de quoi descendre les avions russes. Puisque leur initiative n'avait provoqué que peu de réactions, les Russes se sont engagés encore plus, faisant intervenir davantage de troupes et de moyens.

Après plus de dix ans de guerre et de bombardements indiscriminés, la Syrie est devenue un champ de ruines. Rappelons-le, la guerre en Syrie a fait plus de 500 000 morts, 6,1 millions de déplacés internes et 6,6 millions de réfugiés à l'extérieur du pays. L'opposition armée a été presque complètement vaincue. Le gouvernement du dictateur sanguinaire Bachar al-Assad a peut-être gagné la guerre, mais il n'a pas encore gagné la paix. Le sort du pays est désormais entre les mains des Russes. C'est la concrétisation du rapport de force sur le terrain. La guerre en Syrie a permis à la Russie de démontrer qu'elle peut se projeter sur des théâtres éloignés et que ses matériels militaires sont fiables. Ainsi, elle a pu tester un certain nombre d'armements et d'équipements modernes, mais surtout les a montrés.

Aux yeux du Kremlin, avoir soutenu le régime de Damas lui a permis d'amorcer un retour au Moyen-Orient, en s'imposant comme un acteur incontournable de la région, après avoir perdu de son influence lors de la chute de l'Union soviétique au profit des États-Unis. Les principales priorités de Moscou sont la survie du régime au pouvoir en Syrie et la réduction de la primauté américaine, dans les affaires mondiales et les deux sont interdépendantes.

LE CAS DE LA LIBYE

L'intervention russe s'est inscrite dans le cadre de la guerre civile libyenne qui implique le gouvernement d'union nationale (GNA), présidé par Fayez al-Sarraj et reconnu par l'ONU à partir de mars 2016. Il contrôle Tripoli et les zones alentours. Il reçoit l'aide du Qatar et de la Turquie. En mai 2019, le gouvernement de Erdogan (président de la Turquie) a livré une trentaine de véhicules blindés au GNA. Le président turc a signé avec Fayez al-Sarraj un accord de coopération militaire le 27 novembre 2019. L'opposant dans ce conflit c'est le gouvernement de Tobrouk, basé à l'est du pays et sa principale force militaire l'armée de libération nationale (ANL), commandée par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque. Il contrôle donc la zone orientale du pays, dans laquelle se situent les gisements pétroliers. Il a étendu sa domination du secteur depuis quelques années. Il est soutenu par l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et la Russie.

Le soutien russe dans ce conflit a pris plusieurs formes : arrivée de snipers, support dans le domaine de l'artillerie et aussi le contrôle de l'espace aérien. De plus, l'imprimerie d'État russe Goznak a de son côté fait marcher plusieurs fois sa planche à billets pour permettre de renflouer les banques de Cyrénaïque (région contrôlée par Haftar), privées du cash de la Banque Centrale libyenne de Tripoli. L'intervention russe qui a commencé à partir de 2016, a aussi pris la forme d'un soutien matériel et de l'envoi de mercenaires russes du groupe de sécurité privée Wagner dans le camp du maréchal Khalifa Haftar.

Le Groupe Wagner est une société militaire privée russe fournissant des mercenaires, ayant été active notamment lors de la guerre du Donbass et la guerre civile syrienne. C'est un groupe ultra-secret, dont les opérations peuvent s'étendre au monde entier, des combats de première ligne en Syrie, à la surveillance de mines de diamants en République centrafricaine. Le Groupe Wagner est l'une des organisations les plus secrètes de Russie, officiellement, il n'existe pas, car servir comme mercenaire est contraire au droit russe et international. Cette organisation paramilitaire n'est pas liée formellement au gouvernement russe, mais est très discrètement proche du Kremlin, donc de Vladimir Poutine. Le groupe œuvre dans le but d'assurer la défense des intérêts extérieurs de la Russie. Il permet à Moscou d'intervenir dans les théâtres d'opération extérieurs sans être officiellement partie prenante, puisque ce n'est pas l'armée russe qui est mobilisée. En avril 2020, un rapport de l'ONU évoquait la présence en Libye de 800 à 1 200 mercenaires du Groupe Wagner.

De plus, selon l'organisation onusienne, les mercenaires du Groupe Wagner ont apporté un soutien technique pour la réparation de véhicules militaires, ont participé à des combats et à des opérations d'influence. L'information de l'ONU faisait également état de transfert, sous supervision du Groupe Wagner, de combattants syriens formés par l'armée russe pendant la guerre en Syrie, déployés comme mercenaires en Libye.

Depuis la chute du colonel Mouammar Kadhafi en 2011, le pays a été en proie au chaos. La première guerre civile libyenne a été déclenchée en 2011, dans la foulée des printemps arabes et a abouti en moins d'un an à la chute et à la mort du dictateur Kadhafi, qui a été au pouvoir en Libye pendant plus de quarante ans.

À la suite des élections du 7 juillet 2012, la Libye était gouvernée par le Congrès national (CGN), l'organe législatif élu qui a remplacé le Conseil national de transition. Celui-ci était présidé par Mohamed Youssef al-Megaryef, jusqu'à sa démission le 28 mai 2013, à qui a succédé Nouri Bousahmein, élu le 25 juin 2013. Néanmoins, la légitimité de ce nouveau gouvernement a été largement contestée en Libye, et plusieurs groupes armés ont pris le contrôle d'installations pétrolières en juillet 2013.

En février 2014, le maréchal Khalifa Haftar, un ancien officier sous le régime de Kadhafi, exilé aux États-Unis depuis 1990 et revenu en 2011, a annoncé qu'il dissolvait le CGN et a appelé à la formation d'un comité de gouvernement intérimaire pour superviser de nouvelles élections.

Mouammar Kadhafi s'est distingué pendant la Guerre froide par une politique favorable à l'URSS. Son renversement et sa mort lors de la première guerre civile libyenne ont été vécus par la Russie comme une humiliation et la perte d'une zone d'influence dans la Méditerranée. La Russie, en 2016, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, a reconnu officiellement le gouvernement de Fayez al-Sarraj soutenu par la communauté internationale et s'est positionnée en médiateur dans la deuxième guerre civile libyenne: "appelant toutes les parties à la retenue". Mais Moscou envisageait parallèlement un soutien militaire à son rival Khalifa Haftar, russophone ayant étudié en Union soviétique, plus susceptible de défendre ses intérêts.

En novembre 2016, le maréchal Haftar s'est rendu à Moscou et a rencontré Sergueï Lavrov, pour demander l'appui de la Russie dans ses offensives contre les milices islamistes qui contrôlaient Tripoli. Le ministre russe des Affaires étrangères lui a déclaré que: "Nos relations sont cruciales. Notre objectif aujourd'hui est de leur donner vie. Nous espérons éradiquer le terrorisme le plus vite possible avec votre aide".

Khalifa Haftar a été reçu par des hauts gradés russes, en janvier 2017, à bord du porte-avions russe Amiral Kouznetsov, au large de Tobrouk, et s'est entretenu en visioconférence avec le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. Leurs échanges ont porté sur la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, la fin de l'embargo sur les armes pour la Libye et de formation de l'armée libyenne par la Russie.

En mars 2017, à la suite de la livraison d'armes et de matériel par la Russie, des forces spéciales russes ont été envoyées à la base aérienne égyptienne de Sidi Barrani, près de la frontière libyenne. Ces militaires équipés de drones, servaient d'appui aux troupes de Haftar, dans leur lutte contre les groupes islamistes dans la bataille de Benghazi, et dans leur offensive lancée dans le croissant pétrolier pour reprendre les terminaux de Ras Lanouf et Al-Sedra, contrôlés par une milice favorable au gouvernement de Tripoli.

Le maréchal Haftar a lancé, en avril 2019, une offensive contre Tripoli. Cependant, cette tentative a échoué. Le jeudi 2 janvier 2020, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a demandé l'envoi de troupes en Libye. Le parlement turc a validé cette intervention. Trois jours plus tard, dimanche 5 janvier, Erdogan a annoncé le déploiement de soldats turcs en Libye. Il avait déjà envoyé des conseillers militaires. En mai 2020, l'armée américaine a accusé la Russie d'avoir déployé six avions de chasse en Libye pour soutenir les troupes du maréchal. On peut dire, que c'est grâce aux mercenaires russes si l'armée de Haftar ne s'est pas encore effondrée. Il n'y a que les Russes qui peuvent faire barrage aux Turcs, engagés aux côtés des forces de Tripoli.

LES RUSSES AU KAZAKHSTAN

La situation au Kazakhstan est importante pour la Russie, car elle veut maintenir la stabilité des régimes autour d'elle, qui font partie de sa sphère d'influence immédiate. Toujours avoir à la mémoire, qu'il s'agit d'une ancienne république soviétique.

À partir du dimanche 2 janvier 2022, le Kazakhstan a fait face, sur son territoire, à une fronde de grande ampleur qui a conduit à une violente répression. Loin d'apaiser les esprits, le pouvoir kazakhstanais a fait appel à une alliance dominée par la Russie pour rétablir l'ordre.

À l'origine de la contestation populaire, une hausse des prix du carburant le 1er janvier 2022, dans une région de l'ouest du pays. Puis la colère, alimentée par des revendications sans cesse réprimées, a gagné l'ensemble du pays.

Le président kazakhstanais, Kassym-Jomart Tokaïev, a cru dans un premier temps calmer les ardeurs des manifestants avec quelques concessions sur le prix du gaz, le limogeage du gouvernement et la mise à l'écart définitive de l'ancien dirigeant Noursoultan Nazarbaïev. En vain, les manifestations se sont poursuivies. Les émeutiers ont subi une sévère répression, qui a créé une cassure entre le pouvoir politique et la population. Des dizaines de manifestants et au moins 18 policiers ont été tués, selon les autorités, et plus d'un millier de personnes ont été blessées dans le pays. Acculé, le pouvoir kazakhstanais a fait appel à une alliance militaire dominée par la Russie, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), pour faire régner la loi et l'ordre. Moscou et ses alliés ont envoyé des troupes, le 6 janvier, afin de faire face aux émeutes, plus de 2000 hommes ont été déployés.

Avec au point de départ la hausse du prix du gaz, puis rapidement d'autres revendications se sont ajoutées, le mouvement était la résultante d'une convergence de luttes. Les protestations sociales des travailleurs se sont mélangées aux contestations politiques des étudiants pour former un large mouvement de récriminations hétéroclites. Les contestataires réclamaient des changements politiques profonds et des réformes beaucoup plus larges, comme un retour à un système parlementaire ou la possibilité d'élire les autorités régionales, désignées jusqu'à présent par la présidence. Il s'agissait d'un ensemble de mesures ayant un impact sur la gouvernance politique et économique du pays. Outre des réformes politiques profondes, une partie de la rue attendait de grands bouleversements économiques et notamment une meilleure répartition des richesses.

Moscou a annoncé, le 6 janvier 2022, l'arrivée au Kazakhstan de militaires russes dans le cadre du déploiement d'une "force collective de maintien de la paix" de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), un groupe sous contrôle russe, à l'appel du gouvernement kazakhstanais. Une manière, en quelque sorte, de s'octroyer le précieux appui de Moscou. Cette organisation est une sorte de mini-OTAN. Ce contingent de soldats en provenance de la Russie et de d'autres pays alliés, avait pour mission d'appuyer le pouvoir en place en protégeant les bâtiments stratégiques et en épaulant les forces de l'ordre kazakhstanaises.

Le président en exercice de l'OTSC, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, a indiqué sur Facebook, que l'alliance avait décidé d'envoyer une force collective de maintien de la paix pour une durée de temps limitée, afin de stabiliser et normaliser la situation au Kazakhstan, qui a été provoquée par une "ingérence extérieure".

L'OTSC est une organisation qui regroupe autour de la Russie cinq anciennes républiques soviétiques demeurées dans sa cour: la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Ce regroupement a été créé en 2002, quelques mois après le début de l'intervention internationale en Afghanistan, cette alliance militaire s'est dotée en 2019 d'une force d'intervention rapide de 20 000 hommes et d'une force de maintien de la paix de 3 600 membres reconnue par l'ONU. L'organisation eurasiatique dispose de troupes basées au Tadjikistan et au Kirghizstan. Pensée comme une forme de contrepoids de la Russie face à l'OTAN, dans laquelle Moscou et son armée moderne disposent d'un fort ascendant militaire sur leurs alliés, l'OTSC se veut la garantie de la stabilité en Asie centrale. On peut parler d'une version minimaliste du défunt Pacte de Varsovie, du temps de la Guerre froide.

Le 7 janvier, Kassym-Jomart Tokaïev a précisé que les troupes dépêchées par la Russie et d'autres États voisins étaient arrivées dans le pays à sa demande et que leur présence visait à garantir la sécurité, n'allait être que temporaire. Le président a également remercié son homologue russe Vladimir Poutine, ainsi que les dirigeants chinois, ouzbek et turc, pour leur soutien dans la répression de la contestation. Il a déclaré: "Je remercie tout spécialement le président russe Vladimir Poutine. Il a répondu très rapidement et surtout de manière amicale à mon appel".

Poutine, comme Tokaïev, estimait que le Kazakhstan faisait face à une "agression du terrorisme international", évoquant des "bandes d'hommes armés" disposant clairement d'une expérience de combat et qui étaient, selon lui, formés dans des centres à l'étranger. Par ailleurs, le président russe n'a pas manqué de blâmer internet et les réseaux sociaux, utilisés à son avis pour impliquer les citoyens dans des actions de protestation, qui étaient un précurseur des attaques terroristes. Il a ensuite averti que Moscou ne tolérerait pas de révolutions de couleur en ex-URSS, formule récurrente pour décrire des révoltes orchestrées, selon le Kremlin, par l'Occident dans des ex-pays soviétiques depuis les années 2000.

L'internet, le réseau téléphonique et les transports en commun ont été progressivement rétablis, lundi le 10 janvier, à Almaty, la plus grosse ville du pays, ainsi la vie reprenait progressivement. Mais les façades calcinées de bâtiments publics et les carcasses de véhicules brûlés témoignaient encore de la violence des affrontements. Cependant, les arrestations massives se poursuivaient avec plus de 10 000 interpellations dans tout le pays, selon le ministère de l'Intérieur.

Le président du Kazakhstan a annoncé le 11 janvier, la fin de la mission de l'alliance sécuritaire emmenée par la Russie et le retrait progressif de ses soldats. À Almaty, capitale économique du pays, le calme semblait revenu. Le retrait des troupes de la Russie et des autres pays, a commencé le 13 janvier et s'est terminé le 19. "L'opération de maintien de la paix est finie, les tâches ont été accomplies", a dit le général russe Andreï Serdioukov, qui dirigeait le groupe russe du contingent d'un peu plus de 2000 soldats russes, biélorusses, arméniens, tadjikes et kirghizes. La sécurité de l'État, des infrastructures et des bâtiments est revenue à nouveau aux forces kazakhstanaises.

L'INVASION DE L'UKRAINE

La Russie n'a jamais accepté l'indépendance de l'Ukraine en 1991. Un événement vécu à Moscou comme un arrachement, lors de l'effondrement de l'URSS. La Russie considère l'Ukraine, comme un intérêt vital de sécurité nationale. En plus, depuis la chute de l'Union soviétique, Moscou n'a jamais accepté l'entrée de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie dans l'OTAN, comme l'Ukraine des ex-républiques soviétiques.

Ce sentiment de déchirure, doublé d'un désir de revanche, a provoqué peu après le retour de Vladimir Poutine à la présidence (fin 2012) et le mouvement dit du Maïdan (fin 2013 et début 2014) à Kiev, qui avait chassé les autorités pro-russes du pouvoir, un puissant "retour de bâton". Puis il y a eu, la conquête et l'annexion de la Crimée au printemps 2014 et ensuite la guerre dans l'est de l'Ukraine, en s'appuyant sur des populations locales pro-russes.

Il est clair que Poutine voit, dans ses rêves fous, une Russie réunifiée avec l'Ukraine, berceau historique des peuples slaves orientaux (Russes, Biélorusses, Ukrainiens), cela fait sans doute partie de sa psyché, de ses fantasmes. Mais il est certain qu'une bonne majorité d'Ukrainiens attachée à l'indépendance conquise il y a plus de 30 ans, a une identité distincte de celle de la Russie. Des gens qui ont les regards tournés vers l'Ouest, vers l'Europe occidentale et non vers Moscou. Il y a aussi une minorité non négligeable, dans ce pays, qui pense au contraire que les points communs sont plus importants avec la Russie qu'avec l'Occident. Une partie de ces pro-russes rêve même de démembrer l'Ukraine et de rattacher une fraction importante de son territoire à la Russie.

Les Américains soutiennent Kiev en paroles et en argent. Mais jusqu'à un certain point seulement. Ils envoient des armes et de l'équipement militaire, notamment les fameux missiles Javelin antichars. Une aide qui totaliserait plus de 4 milliards dans les sept dernières années. Une constante dans l'attitude des Occidentaux : beaucoup de paroles, de l'argent et des armes, mais sans jamais, au grand jamais vouloir s'impliquer directement contre Moscou. Malgré l'aide économique et les fournitures d'armes, les Américains n'ont pas l'intention d'envoyer des soldats en Ukraine. Il en va de même pour les autres pays occidentaux.

Les dirigeants Russes sont absolument hantés par le supposé "encerclement impérialiste" de l'OTAN, une vieille obsession qui remonte à l'époque de l'URSS. Poutine a déclaré le 1er novembre 2021, et son ministre des Affaires étrangères Lavrov l'a répété le lendemain: "Nous voulons des engagements formels selon lesquels l'OTAN ne s'étendra plus vers l'Est".

Au début 2014, la Russie a envahi l'Ukraine, occupé la Crimée et lancé une guerre meurtrière dans le Donbass. La Russie a légitimé, depuis 2014, son agression en Ukraine en se référant à une promesse que l'Occident aurait faite à la fin de la Guerre froide, puis rompue. Selon ce récit, lors des négociations sur la réunification allemande en 1990, le secrétaire d'État américain James Baker aurait promis au président soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait jamais vers l'Est. Gorbatchev a dit que ce récit était un véritable conte de fées.

Au printemps 2021, la Russie a amassé environ 100 000 hommes et une multitude d'équipements militaires près de la frontière ukrainienne et a effectué des manœuvres militaires de grande ampleur. Il semblait qu'une invasion pouvait être imminente. Puis, la Russie a retiré la plupart de ses forces, affirmant qu'elles avaient terminé un exercice d'entraînement, et la crise a été évitée.

Moscou n'a cessé de mettre en garde les Occidentaux contre un soutien accru à Kiev, soulignant également que la présence renforcée de l'OTAN en Europe orientale est perçue comme le signe d'une politique antirusse hostile: "Nos préoccupations et nos avertissements concernant l'élargissement de l'OTAN ont été complètement ignorés" a affirmé, jeudi 18 novembre 2021, Vladimir Poutine, promettant de "réagir adéquatement" à l'activité militaire de l'OTAN à proximité des frontières russes.

Également en novembre, l'Ukraine demandait des livraisons d'armes à ses alliés occidentaux, car selon elle l'agressivité de la Russie s'était considérablement renforcée ces dernières semaines. Par conséquent, Kiev a négocié avec l'Occident la conclusion d'accords sur des livraisons supplémentaires d'armes défensives, pour protéger le pays.

La rhétorique belliqueuse de Moscou envers l'Ukraine est montée en flèche en 2021. Poutine a même remis en question la légitimité des frontières de l'Ukraine, affirmant que l'Ukraine moderne se trouvait sur les terres historiques de la Russie. Vladimir Poutine, en octobre 2021, a fait la une des journaux, en disant qu'une minorité nationaliste agressive contrôlait l'Ukraine. Il a aussi déclaré que des fascistes et des forces antisémites dirigeaient à Kiev, et que les russophones étaient à nouveau menacés en Ukraine, un argument qu'il a utilisé pour envahir le Donbass en 2014. Les responsables russes ont clairement indiqué, qu'ils ne voyaient aucun intérêt à négocier avec Zelensky et ont passé l'année à délégitimer son administration. Moscou a même renoncé à la prétention d'un engagement diplomatique, cela suggérait que l'usage de la force en Ukraine devenait de plus en plus probable. Les dirigeants russes ne voyaient aucune perspective de résolution diplomatique et pensaient que l'Ukraine glissait de plus en plus vers les Américains, la guerre était devenue comme inévitable. Selon leur perception, l'Ukraine était sur une trajectoire inacceptable. Ils ont peut-être également conclu que le recours aux options militaires serait moins coûteux aujourd'hui qu'il ne le sera dans le futur.

Bien que Kiev ne soit pas membre de l'OTAN, depuis 2014 sa coopération en matière de défense avec les pays membres de l'OTAN n'a fait que s'accroître. Le président ukrainien Zelensky a présenté une plate-forme de négociations avec Moscou et a tenté une démarche diplomatique après son entrée en fonction. Cependant, il a fait marche arrière en 2020, fermant même des chaînes de télévision pro-russes et adoptant une ligne dure envers les demandes russes. L'administration Zelensky a placé l'Ukraine sur la voie de l'intégration euro-atlantique, la route qui s'éloignait de la Russie.

Plusieurs dizaines de milliers de militaires russes, peut-être plus de 100 000, ont été amenés près de la frontière est de l'Ukraine, dans le courant du mois de novembre 2021. En plus des soldats, il y avait des chars d'assaut et des systèmes d'artillerie lourde. Moscou niait toute intention belliqueuse et affirmait être menacée par des provocations de Kiev et de l'OTAN. Face à cette réalité, Washington, l'OTAN et l'Union européenne ont accusé Moscou de vouloir envahir l'Ukraine et ont menacé la Russie de sanctions sans précédent. Le Kremlin a rejeté ces accusations et s'est dit menacé par l'OTAN, qui armait Kiev et a accru sa présence militaire dans la région de la mer Noire. Les États-Unis et d'autres pays de l'Alliance atlantique ont condamné les actions russes, mais en même temps ils ont dit qu'ils n'allaient pas défendre l'Ukraine qui n'est pas membre de l'OTAN. Les Américains voulaient ainsi préserver le caractère sacro-saint de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. L'idée étant de dire qu'il y aura des conséquences, mais que ce n'est pas la même chose d'attaquer un membre de l'OTAN, comme l'Estonie ou la Pologne. L'article 5 stipule que si un pays de l'OTAN est victime d'une attaque armée, chaque membre de l'Alliance considérera cet acte de violence, comme une attaque armée dirigée contre l'ensemble des membres.

L'OTAN, Washington, Paris et Berlin ont dénoncé, vers la mi-novembre, un renforcement de troupes russes aux frontières orientales de l'Ukraine. Kiev évoquait même une hausse de l'agressivité de Moscou. S'exprimant devant un parterre de diplomates du ministère russe de Affaires étrangères le 18 novembre, Vladimir Poutine leur a renvoyé la responsabilité de la hausse des tensions:

"Nos partenaires occidentaux aggravent la situation en livrant des armes modernes et létales à Kiev et en menant des exercices militaires provocants en mer Noire et dans d'autres régions proches de nos frontières. En ce qui concerne la mer Noire, cela dépasse vraiment certaines limites. Des bombardiers stratégiques volent à 20 kilomètres de nos frontières et transportent, comme on le sait, des armes très dangereuses".

Vladimir Poutine a accusé ainsi les Occidentaux d'attiser les tensions croissantes aux frontières orientales de l'Ukraine et en mer Noire. L'homme fort du Kremlin a mis en garde ses adversaires contre le franchissement de lignes rouges.

Le premier jour de décembre, les États-Unis ont exhorté la Russie à retirer ses troupes massées à la frontière ukrainienne. Le 7 décembre 2021, lors d'un sommet virtuel entre Biden et Poutine, le président américain a dit qu'une invasion russe de l'Ukraine amènerait des grosses pénalités économiques pour la Russie.

La Russie a présenté, à la fin de 2021, aux États-Unis une liste de demandes qu'elle jugeait nécessaires pour éviter un conflit militaire à grande échelle en Ukraine. Dans un projet de Traité remis à un diplomate américain à Moscou, le Kremlin demandait encore un arrêt formel de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, un gel permanent de l'expansion future de l'infrastructure militaire de l'Alliance (telles que des bases et des systèmes d'armements) sur l'ancien territoire soviétique, la fin de l'assistance à l'Ukraine et de l'activité militaire occidentale dans ce pays et la même chose pour le reste de l'Europe de l'Est, le Caucase du Sud et l'Asie centrale, ainsi que l'interdiction des missiles à portée intermédiaire en Europe. Le message était sans équivoque: si ces questions ne peuvent être traitées diplomatiquement, Moscou menaçait d'avoir recours à l'action militaire.

Peu après sa demande, le chef du Kremlin semblait assez positif, en tout cas il en donnait l'impression: "Pour l'heure nous voyons une réaction positive, nos partenaires américains nous disent qu'ils sont prêts à commencer cette discussion, ces négociations, dès le début de l'année à Genève". Il a ensuite répété que tout élargissement futur de l'Alliance atlantique était "inacceptable" pour la Russie qui ne tolérera pas de système d'armements occidentaux "sur le pas de sa porte". Ses exigences, lourdes de conséquences pour l'architecture sécuritaire européenne, ont été jugées "inadmissibles" par de nombreuses voix occidentales.

Alors que la tension à la frontière ukrainienne était à son comble, un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche a annoncé le 27 décembre, que des discussions sécuritaires entre les États-Unis et la Russie allaient avoir lieu le 10 janvier 2022, avant une réunion entre Moscou et l'OTAN deux jours plus tard, et le lendemain des discussions plus larges entre des représentants russes, américains et de plusieurs pays européens.

Des discussions pour tenter de désamorcer la crise autour de l'Ukraine ont eu lieu le 10 janvier à Genève, entre les Américains et les Russes, durant lesquelles les représentants des deux puissances ont laissé la porte ouverte à de nouveaux entretiens, tout en affirmant avoir fait preuve de fermeté sur les questions sensibles.

La vice-secrétaire d'État américaine, Wendy Sherman, a dit avoir évoqué, au moment de la rencontre à Genève avec son homologue russe, Sergueï Riabkov, d'éventuelles limites réciproques aux missiles et aux manœuvres militaires en Europe, mais a réitéré les avertissements occidentaux en cas d'invasion de l'Ukraine. Washington a toutefois prévenu Moscou que la "politique de portes ouvertes de l'OTAN" se poursuivrait en dépit des demandes russes qui voulaient un engagement écrit pour éviter toute adhésion future de l'Ukraine. La représentante américaine a aussi assuré que Washington n'avait pas l'intention de négocier sur le dossier ukrainien sans associer Kiev, ni aborder en détail l'architecture de la sécurité en Europe sans les Européens. Wendy Sherman a aussi indiqué, que la Russie n'avait pas, dans l'immédiat, apporté de réponse à la demande américaine de désescalade à la frontière ukrainienne. À cette rencontre, le négociateur russe Sergueï Riabkov a même dit que la Russie n'avait pas l'intention d'attaquer l'Ukraine.

Les discussions n'ont pas abouti entre la Russie et l'Occident. Personne n'a claqué la porte ni quitté la table, mais trois jours d'échanges aux plus hauts niveaux ont cimenté plutôt qu'éliminer le fossé qui oppose les deux camps, en ce qui a trait à l'avenir des forces en Europe. "Notre patience s'épuise" a déclaré M. Lavrov le 14 janvier 2022, lors d'une conférence de presse qui a duré trois heures à Moscou. La Russie n'exigeait rien de moins qu'un nouveau pacte en matière de sécurité.

En d'autres mots, la Russie voulait neutraliser ses voisins comme la Pologne et les pays Baltes, qui ont rejoint l'Alliance atlantique après 1997, et s'assurer que l'OTAN n'ira plus jamais porter ses armes et ses bottes dans le voisinage du Kremlin. Ces demandes ont été fermement rejetées par les États-Unis et par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. L'OTAN et les États-Unis proposaient en revanche d'explorer avec la Russie d'autres pistes pour rebâtir la confiance, notamment des ententes réciproques pour limiter le déploiement d'armes et la tenue d'exercices près de la frontière russe. Cependant, pour le gouvernement de Vladimir Poutine, parler pour parler n'en valait tout simplement plus la peine. Il n'y a pas eu de compromis. Les Russes ne voyaient pas à ce moment-là, la nécessité d'organiser de nouvelles rencontres. La Russie attendait ainsi une réponse écrite et détaillée des États-Unis, Sergueï Lavrov n'a pas voulu préciser les conséquences exactes qu'une fin de non-recevoir entraînerait sur le terrain, mais il a confirmé qu'il s'agirait d'une action militaire. La Russie semblait déjà prête pour la guerre. Les plus de 100 000 soldats déployés aux frontières de l'Ukraine n'allaient pas bouger, tant et aussi longtemps, que la Russie n'obtiendrait gain de cause. Il devenait, de plus en plus possible, que la Russie allait intervenir avec des actions militaires, afin de protéger ses intérêts.

À Washington, le constat était tout aussi sombre. On pensait que les risques d'une invasion russe de l'Ukraine étaient élevés selon Jake Sullivan du département d'État américain. Un document dévoilé partiellement par des sénateurs américains, dans la semaine du 10 janvier, révélait que le nouveau projet de sanctions s'attaquerait au système bancaire de la Russie, à des hauts gradés militaires et surtout au président Vladimir Poutine lui-même. Le projet de loi encourageait aussi les États-Unis à examiner les mesures nécessaires pour bloquer l'activité du gazoduc Nord Stream 2, qui doit acheminer le gaz naturel russe vers l'Allemagne.

Par ailleurs, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Koubela, au cours d'un entretien téléphonique avec le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, au lendemain des discussions de Genève, a déclaré: "Les pourparlers à Genève (10 janvier) ont montré que notre force est dans l'unité et la cohérence des positions face aux ultimatums russes". La porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a émis, dans le même temps, des doutes sur les véritables intentions de la Russie concernant ces négociations.

Les pourparlers de la semaine du 10 janvier entre la Russie, l'OTAN et les États-Unis sur la crise ukrainienne n'ont pas permis de surmonter les désaccords, a estimé le Kremlin jeudi le 13 janvier. Moscou a également mis en garde Washington contre un projet de sanctions visant Vladimir Poutine. Le pouvoir russe a déploré le manque de progrès lors des discussions avec les États-Unis et l'OTAN, qualifiant les pourparlers d'infructueux.

Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a également déclaré que Moscou considérait "extrêmement défavorablement" le projet de nouvelles sanctions visant des responsables russes dévoilé par le camp démocrate du Sénat américain, y voyant une tentative de pression sur son pays. Il a ajouté que la seule idée de sanctionner le président Poutine aboutirait à une dégradation des relations entre Moscou et Washington. La loi intitulée "Défendre la souveraineté de l'Ukraine" prévoyait des sanctions contre le président russe, le Premier ministre, des hauts responsables militaires et plusieurs entités du secteur bancaire russe. Finalement, les pourparlers de Genève n'ont débouché que sur la promesse de nouveaux contacts entre Russes et Américains.

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, se sont rencontrés le 21 janvier 2022 à Genève, en Suisse, pour discuter des tensions croissantes à propos de l'Ukraine, malgré les fortes divergences de points de vue.

Les États-Unis ont promis une réponse écrite dans la semaine suivante aux exigences russes de retrait de l'OTAN d'Europe orientale, a dit, le 21 janvier, le chef de la diplomatie russe. Sergueï Lavrov a souligné également que lui et Antony Blinken étaient "d'accord qu'un dialogue raisonnable est nécessaire pour que l'émotion retombe". La Russie a aussi promis aux Occidentaux "les conséquences les plus graves" s'ils continuaient d'ignorer ses "préoccupations légitimes", quant au renforcement militaire des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine et aux frontières russes.

"Cela peut être évité si Washington réagit positivement à nos projets d'accords sur les garanties de sécurité, auxquels nous espérons recevoir une réponse écrite de la part des États-Unis, article par article la semaine prochaine", a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. L'OTAN a aussitôt réagi, jugeant "inacceptable" l'exigence de Moscou d'un retrait de Bulgarie et de Roumanie.

De son côté, Antony Blinken a évoqué des discussions "franches et substantielles" avec son homologue russe. Le chef de la diplomatie américaine a affirmé que le dialogue avec Moscou allait se poursuivre, mais a demandé à la Russie de retirer ses troupes massées à la frontière de l'Ukraine. À ce moment-là, pour Washington, la perspective d'une incursion militaire russe en Ukraine était de plus en plus probable car, depuis des semaines, des dizaines de milliers d'hommes prêts à faire la guerre étaient déployés à la frontière ukrainienne.

Moscou a froidement accueilli le 27 janvier, le rejet américain de ses exigences sécuritaires. Un échange qui a alimenté la crise russo-occidentale sur l'Ukraine. Les deux camps prétendaient encore que la porte du dialogue était encore ouverte.

Sur le front militaire, les mouvements de troupes se poursuivaient vers la fin de janvier. Plusieurs pays occidentaux ont annoncé l'envoi de nouveaux contingents en Europe de l'Est. Les tensions autour du dossier ukrainien ne cessaient de monter entre la Russie et les pays occidentaux, mais Vladimir Poutine persistait à déclarer ne pas avoir d'intention belliqueuse envers son voisin. Malgré tout, le renforcement militaire russe autour de l'Ukraine se poursuivait. Des canons à longue distance ont été déployés, ainsi que nouveaux hélicoptères et des bâtiments d'intervention sont arrivés en mer Noire.

Au regard des négociations, on se rendait bien compte, que la Russie ne fléchissait absolument pas sur ses revendications initiales, et que tous les efforts diplomatiques des États-Unis, de l'OTAN, de la France, de l'Allemagne ne faisaient pas du tout mouche. Il était donc tout à fait envisageable qu'un conflit se profilait à l'horizon. L'Ukraine se retrouvait au milieu d'une grande stratégie concernant le rapport de la Russie avec l'Occident. Avec l'invasion de l'Ukraine, l'ordre international a été modifié. L'OTAN n'a aucune intention d'aller combattre directement la Russie en Ukraine. Les pays membres de l'Alliance atlantique ne font que prendre des sanctions économiques à l'égard de la Russie, et les États membres, pas nécessairement en tant qu'OTAN, fournissent à l'Ukraine les moyens de se défendre.

Le souvenir de l'armée russe prenant rapidement le dessus sur les soldats ukrainiens en 2014 a refait surface. Depuis ce temps, Kiev a amélioré de beaucoup ses capacités de défense, notamment grâce à l'aide des pays de l'OTAN. En 2014, lors de l'annexion de la Crimée, les soldats russes ont aisément passé l'obstacle ukrainien. À l'époque, l'armée ukrainienne était dans un état assez désastreux. Les événements de 2014-2015 ont été un réveil brutal à la réalité pour Kiev, qui s'est alors lancé dans une vaste réforme militaire.

Un effort qui a, dans un premier temps, porté ses fruits. L'armée est passée d'environ 6 000 soldats à près de 150 000. Elle s'est équipée également de plus de chars d'assaut, d'infanterie motorisée, d'artillerie et d'unités de défense anti-aérienne. Kiev a aussi consenti un effort financier conséquent pour moderniser son armée. La part du budget national allouée à la sécurité est passée de 1,5% du PIB en 2014 à plus de 4,1% en 2020, selon les données officielles de la Banque Mondiale. De plus, l'Ukraine n'est plus seule face à la Russie. Depuis 2014, l'OTAN, en tant qu'organisation, et certains pays membres ont fourni une aide considérable qui équivaut à environ 14 milliards de dollars américains.

Mais la modernisation de l'armée ukrainienne n'est pas passée uniquement par le quantitatif. Il y a eu d'énormes progrès en matière de formation et de préparation au combat. L'autre atout de l'armée ukrainienne est venu de ses soldats. La plupart se sont engagés en 2014-2015. C'était donc un acte volontaire pour défendre la patrie, ce qui signifiait, qu'ils étaient très motivés et avaient un moral élevé. D'autant plus que ces combattants ont tous acquis de l'expérience depuis le conflit dans la région du Donbass, dans laquelle l'Ukraine se bat depuis plus de sept ans contre les séparatistes soutenus par Moscou. En contrepartie, Kiev n'a que très peu modernisé son aviation et de l'avis de la majorité des experts, elle est demeurée le parent pauvre de l'armée ukrainienne. La plupart des bombardiers ou chasseurs ont plus de 30 ans.

Le dictateur agressif Vladimir Poutine disposait, le 17 février 2022, d'environ 175 000 hommes positionnés autour de l'Ukraine. Ces forces étaient pertinentes au regard d'un scénario de prise d'un territoire. Le président russe a lancé le 19 février des exercices nucléaires stratégiques, impliquant des tirs de missiles balistiques. Ces exercices étaient la dernière démonstration de force de Moscou, alors que les tensions avec l'Occident ne cessaient de s'aggraver. Selon les médias publics biélorusses, le président du Bélarus, Alexandre Loukachenko, proche allié du despote russe, a pris part au lancement de ces exercices depuis une salle de crise au Kremlin. Ces exercices faisaient suite à une vaste série de manœuvres des forces armées russes au cours des quatre derniers mois. Lundi soir le 21 février, Poutine a affirmé que la Russie reconnaissait l'indépendance de régions séparatistes d'Ukraine, avant d'ordonner à l'armée russe d'y "maintenir la paix". L'OTAN a condamné la décision de Moscou, l'UE a prévenu qu'elle allait réagir avec fermeté, et les États-Unis ont rapidement annoncé des sanctions contre les régions pro-russes.

Après plusieurs semaines de tensions et de pourparlers diplomatiques infructueux, le 24 février 2022, le président russe Vladimir Poutine a annoncé, lors d'une intervention télévisée, très tôt dans la journée, avoir autorisé une "opération militaire spéciale" en Ukraine. "Nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine", a-t-il déclaré. Dès le petit matin, de puissantes explosions ont retenti dans plusieurs villes du pays, dont Kiev la capitale. Les Ukrainiens ont subi une invasion de grande envergure. Les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont menacé la Russie de lourdes conséquences. La Chine a affirmé de son côté suivre de près la situation et a refusé de parler "d'invasion".

L'armée russe, qui disait viser les sites militaires ukrainiens, a affirmé avoir détruit les systèmes de défense anti-aérienne et mis hors service les bases aériennes de l'Ukraine. Elle a affirmé avoir détruit 74 installations militaires terrestres, dont 11 aérodromes. Elle a annoncé que les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine ont réalisé des gains territoriaux. L'Ukraine a rompu ses relations diplomatiques avec la Russie. "Pas de panique, nous allons vaincre", a affirmé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans une adresse à la nation.

Des forces russes ont pénétré dans la région de Kiev depuis la Biélorussie pour mener une attaque avec des missiles Grad sur des cibles militaires, ont annoncé les gardes-frontières dans un communiqué. Par ailleurs, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a annoncé que l'organisation a activé ses plans de défense pour déployer des forces supplémentaires dans les pays membres de l'Est de l'Europe. L'OTAN n'a pas de troupes en Ukraine et n'a pas prévu d'en déployées, a-t-il précisé.

Le Kremlin a indiqué que l'opération militaire contre l'Ukraine durerait le temps nécessaire. Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a affirmé aux journalistes que Moscou avait pour objectif l'imposition d'un "statut neutre" à l'Ukraine, sa démilitarisation et l'élimination des "nazis", qui selon lui, se trouvaient dans le pays.

Dès le début de l'intervention, il y a eu rapidement des attaques et des bombardements russes un peu partout en Ukraine. À quelques endroits, il y a eu des avancées de troupes terrestres russes, plus particulièrement à proximité de Kiev, à partir du Bélarus.

La présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel, ont dénoncé l'attaque de la Russie contre l'Ukraine et se sont engagés à demander à Moscou de "rendre des comptes. Nous condamnons fermement l'attaque injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. En ces heures sombres, nos pensées vont à l'Ukraine et aux femmes, hommes et enfants innocents, qui font face à cette attaque non provoquée et craignent pour leur vie", ont-ils ajouté.

Le président Poutine a promis de répliquer à ceux qui voudraient interférer avec l'opération russe en Ukraine. Pour Joe Biden, premier à réagir, cette guerre n'a pas raison d'être :

"L'attaque de la Russie contre l'Ukraine est injustifiée. Le président Poutine a choisi de lancer une guerre préméditée qui entraînera des souffrances et pertes humaines catastrophiques. Le monde exigera des comptes de la Russie qui est, seule, responsable de la mort et de la destruction que cette attaque provoquera".

De son côté l'OTAN a condamné "une attaque téméraire et non provoquée par la Russie". Le chef de l'ONU, Antonio Gutteres, a déclaré que "ce conflit doit s'arrêter maintenant". Tant qu'à lui, l'ambassadeur de Russie à l'ONU, Vassily Nebenzia, a affirmé : "Moscou cible la junte au pouvoir à Kiev. Nous ne sommes pas agressifs envers le peuple ukrainien, mais envers la junte au pouvoir à Kiev", en conclusion de son discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Le chef de l'ONU, ému, a lancé un appel direct à Vladimir Poutine :

"Au nom de l'humanité, ramenez vos troupes en Russie. C'est le moment le plus triste de mon mandat de secrétaire général des Nations unies. Si le conflit conduit à une guerre généralisée, il est difficile de prévoir à quel point ce sera dramatique, en termes de nombre de personnes qui mourront, de nombre de personnes qui seront déplacées, de nombre de personnes qui perdront espoir dans l'avenir". Il lui a demandé aussi d'éviter ce qui sera la pire guerre depuis le début du siècle.

La Chine a dit à la Russie qu'elle comprenait "ses préoccupations" et a assuré suivre de près le déroulement de l'action. "Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue pour éviter que la situation ne devienne hors de contrôle", a indiqué Hua Chunying, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Interrogée, elle a refusé de décrire l'opération militaire russe comme une "invasion".

L'attaque russe en Ukraine a bouleversé tout le système international actuel, et il demeure possible que cette attaque dégénère en conflit mondial. Ce qui est dangereux, c'est le système international qu'on a actuellement, qui a été ébranlé. Ce système, c'est le fait de reconnaître les pays souverains, et de faire que les pays souverains sont les seuls à décider de leur avenir. L'Ukraine a été victime d'une attaque russe tous azimuts. Des bombes ont plu sur plusieurs villes. Dès la première journée, l'armée russe a pris le contrôle d'un aéroport près de Kiev et du site de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Un haut responsable de l'administration Biden a affirmé, que les Russes ont attaqué le territoire ukrainien sur trois axes dont l'un relie le Bélarus à Kiev et cherchent ultimement à "décapiter" le gouvernement ukrainien pour installer leur propre gouvernance.

Le ministère russe de la Défense, cité par l'agence Tass, a affirmé en début de journée le 24 février, que l'armée utilisait des "armes de haute précision, pour attaquer les infrastructures militaires, les installations de défense aérienne, les aérodromes militaires et l'aviation des forces armées ukrainiennes". De son côté, le président ukrainien a déclaré lors d'un briefing retransmis sur Facebook: "La Russie a attaqué l'Ukraine de façon lâche et suicidaire, comme le faisait l'Allemagne nazie pendant la Deuxième guerre mondiale". À Moscou, Poutine a déclaré qu'il n'avait pas eu d'autres choix que de lancer ce qu'il a appelé une opération spéciale contre l'Ukraine, arguant que toutes les tentatives antérieures de Moscou pour faire évoluer la situation en matière de sécurité avaient échoué.

Le 27 février, Washington et l'OTAN ont condamné la décision "irresponsable" du président russe d'ordonner la mise en alerte de la force nucléaire russe. Face à cette escalade, l'Union européenne a débloqué une nouvelle aide militaire à l'Ukraine et a durci ses sanctions contre Moscou. Dans un entretien avec ses chefs militaires qui a été retransmis à la télévision, le président Poutine a ordonné la mise en alerte des forces de dissuasion de l'armée russe, qui comportent un volet nucléaire, invoquant des sanctions "illégitimes" qui ont été prises contre la Russie par les Occidentaux et des déclarations belliqueuses de l'OTAN. Ainsi, le guerrier Poutine a brandi la menace ultime. Il faut prendre Vladimir Poutine très au sérieux, parce qu'il a toujours mis en scène l'armement nucléaire, qui est une fierté de la Russie. Cette menace de l'arme nucléaire est une escalade politique pour dire aux Européens, aux Occidentaux de faire attention, de ne pas aller trop loin. Vous nous avez déclaré la guerre financière, la guerre avec les armes que vous fournissez à l'Ukraine. N'allez pas trop loin, parce que ça pourrait mal se terminer.

À l'intérieur de leurs frontières, les autorités russes ont fait face à un mouvement de protestation contre l'intervention militaire en Ukraine. Plus de 2 500 personnes ont été arrêtées, dimanche le 6 mars, dans une trentaine de villes, selon l'ONG OVD-Info, spécialisée dans le suivi des manifestations. La même source a estimé à plus de 10 000 les arrestations depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes. Le célèbre opposant, Alexeï Navalny, a appelé, de sa cellule, les gens à se réunir tous les jours sur la place principale de leur ville, pour réclamer la paix en Ukraine.

Un mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, il est apparu évident que la guerre-éclair souhaitée par Vladimir Poutine s'est heurtée à une forte résistance ukrainienne. Pendant cette période de temps, les troupes russes et ukrainiennes se sont affrontées sur plusieurs zones: le nord, l'est et le sud de l'Ukraine. Au sud et à l'est, la Russie a attaqué les territoires bordant la mer Noire et la mer d'Azov. Cette dernière n'est pas d'un grand intérêt pour la Russie, mais c'est une porte d'entrée vers la mer Noire, par laquelle transite une partie importante du trafic maritime mondial. Mais l'accès à la mer Noire n'est pas le seul objectif de Moscou. Pour la Russie, la mer Noire permet d'accéder à la Méditerranée. Ensuite, il devient possible d'atteindre la mer Rouge, l'océan Indien, l'océan Atlantique. La mer Noire ouvre l'accès à ce que l'on appelle en Russie "l'océan Mondial".

L'ensemble du territoire ukrainien a été visé par des frappes aériennes russes, beaucoup de bombardements sur des civils. La capitale, Kiev, n'a pas été épargnée. Après l'offensive rapide des premiers jours, il semblait que les troupes russes s'enlisaient sur le front ukrainien après un mois d'âpres combats. Leurs forces n'ont quasiment pas avancé depuis le 4 mars, les Russes ont sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens.

Au premier jour de la guerre en Ukraine, l'arsenal militaire déployé par les Russes faisait frémir. Cependant, la 2e armée du monde en arrache face aux farouches soldats ukrainiens. Alors, Vladimir Poutine a annoncé, le 29 mars, qu'il recentrait ses objectifs sur l'est et le sud du pays. L'armée russe était coincée. Mener une guerre de siège sur une ville, c'est une chose, la prendre en est une autre, il faut beaucoup d'hommes. Pour un défenseur, il est nécessaire de lui opposer entre cinq et huit assaillants. Les Russes n'avaient pas assez d'effectifs sur le terrain.

Lorsque Vladimir Poutine, a lancé son attaque en Ukraine, il a mobilisé à peu près 175 000 soldats. Le premier objectif qu'il visait, c'était Kiev, la plus grosse ville du pays. Il était persuadé que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky s'en irait, que les villes allaient tomber très vite et que les Ukrainiens ne se battraient pas. Il avait alors planifié l'opération sur une semaine.

Les Ukrainiens sont très bien armés. L'Occident leur a fourni des missiles portatifs, ce qui empêche les Russes d'engager leur aviation, comme ils le voudraient. Les Ukrainiens ont aussi une arme redoutable, c'est le renseignement américain. Les Américains leur donnent leurs images satellites et leurs écoutes. Cela permet d'avoir un temps d'avance sur les Russes.

Les forces ukrainiennes ont reconquis la totalité de la région de Kiev, a assuré le, 2 avril, le ministère de la Défense ukrainien, après le retrait russe des villes-clés situées près de la capitale. Dans le sud, Marioupol était toujours dans l'attente de convois dédiés à l'évacuation des civils. Les forces russes ont opéré un retrait rapide des régions de Kiev et Tchernihiv, dans le nord de l'Ukraine, et ont pour objectif de prendre pied dans l'est et le sud, d'y garder le contrôle des vastes territoires déjà occupés.

Une réforme du système de sécurité internationale, c'est ce qu'a réclamé le 5 avril le président ukrainien, tandis qu'il s'adressait au Conseil de sécurité de l'ONU pour la première fois depuis l'invasion de son pays par la Russie. Dans une allocution vidéo retransmise en direct, M. Zelensky a dénoncé la paralysie du Conseil devant une guerre qui viole clairement l'article 1 de la Charte des Nations unies, celui-là même qui érige le maintien de la paix et la sécurité internationale comme le but premier de l'organisation. Il a dit :

"Les crimes les plus horribles depuis la Seconde Guerre mondiale ont été perpétrés dans notre pays. Je m'adresse à vous au nom de ceux qui sont morts à Boutcha, qui ont pris des balles dans le dos, dans la rue, dans leur appartement, dans leur maison. D'autres ont été jetés dans un puits, certains ont été tués dans leur voiture, alors qu'ils tentaient de fuir, des femmes ont été violées devant leurs enfants, on a décapité certaines personnes. Des soldats russes ont même tenté de camoufler certains de leurs crimes en brûlant des corps. Tout cela a été fait par un membre du Conseil de sécurité des Nations unies".

Le président ukrainien a ainsi réclamé une réforme complète du Conseil de sécurité, qui permettrait d'éviter qu'un membre ne puisse bloquer des décisions concernant une intervention militaire qu'il a lui-même lancée, dans ce cas-ci, la Russie. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni sont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et disposent d'un droit de veto sur toutes sur toutes les résolutions de cette instance, la plus puissante de l'ONU.

Démentant toute responsabilité, Moscou a pour sa part réitéré ses accusations selon lesquelles les autorités ukrainiennes auraient préparé des mises en scène de civils tués dans plusieurs villes pour faire condamner la Russie.

Occupée dès le 27 février par l'armée russe, Boutcha, une banlieue du nord-ouest de Kiev, a été inaccessible pendant plus d'un mois. Les bombardements y ont cessé le 31 mars dernier. Les images de cadavres aux mains attachées dans le dos, étendus dans les rues ou dans des fosses communes ont commencé à faire surface le 2 avril, après que l'armée ukrainienne a repris complètement la ville. En s'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU, Volodymyr Zelensky a prévenu que "Boutcha n'est qu'un exemple. Le monde a vu ce que les Russes ont fait à Boutcha, mais il n'a pas encore vu ce qu'ils ont fait dans d'autres villes de notre pays". Le président ukrainien a aussi appelé à la formation d'un tribunal semblable à celui de Nuremberg pour les criminels de guerre après la Seconde Guerre mondiale.

Il y a des conséquences engendrées par le conflit en Ukraine sur les rapports de force entre puissances à l'échelle internationale. Une des premières conséquences de cette crise majeure a été, contrairement à ce qu'attendait Poutine, de resserrer les rangs chez les Occidentaux: réaffirmation du lien entre l'Europe et les États-Unis, à travers notamment l'activation de l'outil militaire de l'OTAN. Une autre conséquence de la guerre en Ukraine, c'est l'unité affichée des 27 pays de l'Union européenne.

Ce conflit est aussi économique, et les Européens ont pris conscience de leur trop lourde dépendance énergétique envers Moscou. Entre autres, dans le domaine des énergies fossiles. Et déjà s'esquissent dans l'urgence des plans alternatifs pour s'approvisionner en gaz et en pétrole.

Un camp occidental, plus uni, plus solide, mais aussi, et paradoxalement, plus isolé sur la scène internationale, malgré le nombre de pays qui ont condamné la Russie à l'ONU. Presque 150 sur 200, ça peut paraître énorme. Mais en fait, il faut plutôt s'intéresser aux pays qui se sont abstenus, lors des votes onusiens, en particulier la Chine et l'Inde, qui à eux deux, représentent 40% de la population mondiale. Malgré les tentatives de pression des Occidentaux sur Pékin et New Delhi, ces deux géants asiatiques maintiennent une ligne ambiguë, demandant un cessez-le-feu, mais refusant de condamner Moscou pour son opération militaire en Ukraine. Pas question pour Pékin de s'aligner sur Bruxelles ou Washington. Pas question pour New Delhi de remettre en cause la forte relation diplomatique et économique qui la lie à Moscou. Cette dynamique, de formation de blocs opposés, peut nous faire penser à une période passée...

LA GUERRE FROIDE

La Guerre froide était une période de bipolarisation des relations internationales autour des Américains et des Soviétiques. Il y avait deux blocs, l'un de l'Ouest, l'autre de l'Est, on pouvait parler d'empires, dominés respectivement par les États-Unis et l'Union soviétique, autour desquels la majeure partie des pays se sont regroupés. Ce concept est né sous la plume de l'écrivain et journaliste George Orwell et est apparu pour la première fois dans un article pour l'hebdomadaire britannique de gauche Tribune du 19 octobre 1945, pour définir l'équilibre de la terreur entre les États-Unis et l'Union soviétique, fondé sur la peur de l'anéantissement nucléaire mutuel. L'affrontement Est-Ouest a été total, à la fois militaire, idéologique, économique et a structuré l'ensemble des relations internationales pendant un peu plus de quarante ans. Les échanges entre les deux blocs étaient limités.

La Conférence de Yalta s'est tenue en Crimée, en février 1945, sur les bords de la mer Noire. Roosevelt, Churchill et Staline se sont partagés l'Europe, quelques mois avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'était en fait, l'acte de naissance de la Guerre froide.

Ce temps de l'histoire humaine était caractérisé par de fortes tensions géopolitiques entre les deux blocs. Ils sont devenus des rivaux, puis des ennemis. La situation, parfois critique, a failli basculer en conflit nucléaire mondial. Les deux superpuissances étaient en conflit de manière indirecte ou par pays interposés, mais cela ne débouchait jamais sur une véritable guerre ouverte entre les deux protagonistes.

La Guerre froide s'est installée progressivement à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les années 1945 à 1947 et a duré jusqu'à la chute des régimes communistes en Europe en 1989, rapidement suivie de la dislocation de l'URSS en décembre 1991. À l'issue de la guerre 1939-1945, l'URSS faisait partie des vainqueurs de l'Allemagne nazie et occupait l'essentiel de l'Europe de l'Est, qu'elle a placé sous son contrôle en imposant des régimes communistes. L'Europe était désormais coupée en deux par le "rideau de fer".

La Guerre froide était portée par les différences idéologiques et politiques entre les démocraties occidentales, à mode de production capitaliste, et les régimes communistes, ainsi que par des ambitions territoriales. Elle a eu de fortes répercussions dans tous les domaines: économique, culturel, scientifique ou encore sportif et médiatique. Elle était aussi caractérisée par la course aux armements nucléaires, à laquelle se livraient les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, qui y consacraient des ressources colossales. Elle était qualifiée de "froide", parce que les dirigeants américains et soviétiques qui l'ont menée ont su éviter l'affrontement direct entre eux, une paix belliqueuse dans un monde bipolaire. Elle prenait toutes les formes possibles d'affrontements, de l'espionnage aux actions secrètes, en passant par la propagande, de la compétition technologique à la conquête de l'espace, en passant par les compétitions sportives. Les relations entre les États-Unis et l'URSS constituaient le fil conducteur du déroulement de la Guerre froide, dont les phases successives de refroidissement ou de réchauffement étaient fortement influencées par la personnalité de leurs dirigeants respectifs. En effet, il est arrivé que la Guerre devienne nettement plus chaude, avec des guerres par procuration. La guerre de Corée a fait cinq millions de victimes, celles d'Indochine et du Vietnam plus de deux millions, celle du Cambodge quelque 1,5 million. Le résultat final de la Guerre froide a été la disparition du système soviétique et l'expansion de l'ordre international dirigé par les Américains. Le régime russe qui a émergé des cendres de l'effondrement soviétique a consolidé une autorité et des privilèges immenses entre les mains d'une petite cabale d'anciens responsables du renseignement et d'oligarques.

LA NOUVELLE GUERRE FROIDE

La situation actuelle, en 2022, rappelle par maints traits la Guerre froide, c'est surtout par l'affrontement multiforme entre blocs rivaux. Mais les lieux et les formes ont changé. La grande rivalité du XXe siècle, URSS contre États-Unis, se jouait avec des armes nucléaires, "un équilibre de la terreur", avec des alliances classiques bien délimitées, et de nos jours le scénario est un peu semblable.

Il y a quelque chose de déconcertant dans la confrontation présente entre les Russes et les Américains, qui semble être un artefact d'une autre époque. Pendant la Guerre froide, les enjeux étaient indéniables. L'Union soviétique représentait une menace existentielle pour les États-Unis et leurs alliés, et vice-versa. Les deux superpuissances se sont affrontées dans un combat idéologique, entre capitalisme et communisme, ainsi que dans une lutte géopolitique sur les sphères d'influence en Europe et ailleurs sur la planète.

Présentement, la Russie est encore une grande puissance militaire, mais l'Union soviétique et le système communiste ont disparu. Cependant, les relations américano-russes sont toujours de la concurrence entre des grandes puissances. Il y a encore un fort sentiment de confrontation et de compétition qui persiste. Les Américains pointent du doigt un schéma d'agression et de provocation russe: l'invasion de la Géorgie en 2008, son annexion de la Crimée en 2014, son intervention en Syrie en 2015, l'ingérence du Kremlin dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et la folle invasion de l'Ukraine du 24 février 2022. Les Russes, pour leur part, soulignent l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est et dans les pays Baltes, le bombardement américain de Belgrade pendant la guerre du Kosovo en 1999, la décision de Washington d'envahir l'Irak en 2003, le soutien américain aux "révolutions de couleur", qui ont eu lieu dans les États post-soviétiques, tels que la Géorgie et l'Ukraine, au cours de la première décennie de ce siècle et les soulèvements au Moyen-Orient pendant le printemps arabe.

La Nouvelle Guerre froide est un regain de tensions entre le monde occidental, en particulier les États-Unis et l'Union européenne, et la Russie, ainsi que de nouveaux acteurs s'ajoutant à cette escalade, comme par exemple la Chine, la Corée du Nord, le Venezuela, l'Iran, l'Inde et le Pakistan, qui ont des tensions entre eux quasi-permanentes, sont deux puissances nucléaires. Les blocs qui s'opposent sont bien formés.

Elle se caractérise, entre autres, par les nouveaux outils de communication en jeu. Les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter sont instrumentalisés par les services secrets, comme outil de propagande ou de contre-propagande. Les accusations d'ingérences russes dans l'élection présidentielle américaine est un exemple de montée de tensions. La principale tension politique est actuellement celle en Europe. Avec l'invasion de l'Ukraine, elle atteint un niveau très élevé. Il y a même des risques pour une Troisième Guerre mondiale et/ou l'utilisation de l'arme nucléaire. Une autre tension politique concerne le conflit permanent israélo-palestinien. Dans la guerre civile syrienne, la Russie et les États-Unis s'opposent au sujet du régime de Bachar Al-Assad. Les scientifiques publiant l'Horloge de l'Apocalypse (Doomsday Clock) estiment le danger d'une guerre nucléaire plus élevé que pendant les pires moments de la Guerre froide.

La guerre en Ukraine ravive des pratiques de la Guerre froide. Les signes de la panique croissante arrivent de tous bords, de la surchauffe des mouvements survivalistes, jusqu'à la nouvelle ruée vers les capsules d'iode et les abris atomiques. Après l'Europe, c'est au tour des États-Unis de magasiner des bunkers domestiques. La compagnie américaine Defcon Underground Bunkers vend des mini-bunkers de la taille d'une petite pièce pour un coût minimal de 100 000 dollars américains. En trois semaines de guerre en Ukraine, l'entreprise a eu une augmentation de 500% des demandes de renseignements sur ses produits. Une compagnie concurrente, Hardened Structures, offre la protection suprême en construisant de véritables résidences souterraines. Les clients, très fortunés, payent de 5 à 100 millions de dollars américains pour ces palaces de l'apocalypse. Notons que la possibilité d'une escalade nucléaire du conflit ukrainien est envisagée par des observateurs sérieux.

Quand un incendie a été déclenché à la centrale nucléaire de Zaporijjia, il y a plusieurs centrales en Ukraine, des pays d'Europe ont commencé à mettre en place des plans d'urgence. Les ventes de pastilles d'iodure de potassium, qui protège la thyroïde de la radioactivité, se sont envolées en Bulgarie, en Croatie, en Roumanie et partout sur le continent.

Dans les moments, comme ceux qu'on vit maintenant en Ukraine, comme on en a vécu pendant la crise des missiles de Cuba, des gens prennent soudainement conscience qu'ils doivent s'intéresser à la question nucléaire, alors certains décident de se construire ou de se faire construire un abri. Pour être en sécurité, certains pensent qu'il faut s'abriter sous terre dans des caches en béton armé. Notons qu'à cause de leurs coûts plutôt élevés ces "résidences" ne sont pas accessibles à la grande majorité des gens.

De passage à Berlin, jeudi 20 janvier 2022, lors d'une tournée diplomatique visant à s'assurer le soutien européen sur le dossier ukrainien, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, s'est inquiété de l'importante présence militaire russe sur la frontière ukrainienne, accusant Moscou de raviver le spectre de la Guerre froide :

"Laisser la Russie violer ces principes, de souveraineté d'un État, en toute impunité nous ramènerait tous à une époque bien plus dangereuse et instable, lorsque ce continent et cette ville étaient divisés en deux, séparés par des no-man's land dans lesquels patrouillent des soldats, avec au-dessus de nos têtes la menace d'une guerre totale".

RAPPROCHEMENT ENTRE PÉKIN ET MOSCOU

En fait, le rapprochement entre les deux géants est déjà commencé depuis quelques années. Ainsi, après avoir réglé le vieux conflit frontalier sur le fleuve Amour, Pékin et Moscou ont constitué en 2001 le "Groupe de Shanghai" avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Cette structure était affichée comme économique, mais aux dimensions politiques et militaires évidentes, a été rejointe par l'Inde et le Pakistan et même la Turquie en qualité d'observateur.

Le plus grand problème stratégique auquel les États-Unis et le monde occidental sont confrontés est la convergence de leurs deux principaux rivaux, la Chine et la Russie. On pourrait même dire que Moscou et Pékin se rapprochent de manière inquiétante. La Chine a refusé de condamner l'invasion effrontée de l'Ukraine par la Russie, elle a accusé les États-Unis et leurs alliés "d'attiser les flammes". La non-dénonciation de la Chine fait partie d'un schéma de convergence sino-russe, alors que Pékin et Moscou utilisent des méthodes anciennes et nouvelles pour modifier le statu quo mondial.

En janvier 2022, la Chine a publiquement soutenu l'intervention de la Russie au Kazakhstan, pour contrecarrer une "révolution de couleur", dans l'arrière-cour commune des deux pays. Le 4 février 2022, à quelques heures de l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver, organisés à Pékin, le président chinois Xi Jinping a accueilli son homologue russe Vladimir Poutine qui était à ce moment-là, au centre de l'attention mondiale du fait des craintes d'invasion du voisin ukrainien. Dans un communiqué commun, les deux dirigeants se sont dits opposés à tout élargissement de l'OTAN.

Peu après son arrivée, Poutine a salué les relations d'une qualité sans précédent de son pays avec la Chine de Xi Jinping. Il a déclaré: "En ce qui concerne nos relations bilatérales, elles ont progressé dans un esprit d'amitié, de partenariat stratégique. Elles ont acquis un caractère vraiment sans précédent". En outre, le président russe a salué un "exemple de relation digne, dans laquelle chacun aide et soutient l'autre dans son développement".

À l'occasion de cette rencontre officielle, la Chine et la Russie ont publié une déclaration commune pour dénoncer l'influence américaine et le rôle des alliances militaires occidentales, l'OTAN et AUKUS, en Europe comme en Asie, les jugeant déstabilisatrices, les qualifiant de reliques de la Guerre froide, défendant leurs modèles de gouvernements autocratiques et déclarant que l'amitié sino-russe n'a "pas de limites". Dans cette déclaration russo-chinoise "sur l'entrée des relations internationales dans une nouvelle ère", les deux pays, aux relations toujours plus tendues avec Washington, y dénonçaient le rôle déstabilisateur des États-Unis pour la "stabilité et une paix équitable" dans le monde. Ils appelaient "l'Alliance Atlantique Nord à renoncer à ses approches idéologisées datant de la Guerre froide", une ligne défendue bec et ongles par la Russie.

Moscou et Pékin, se disaient aussi "préoccupées" par la création en 2021 de l'alliance militaire des États-Unis avec le Royaume-Uni et l'Australie (AUKUS), estimaient que cette union, notamment autour de la fabrication de sous-marins nucléaires "touche à des questions de stabilité stratégique". Vladimir Poutine loue régulièrement la relation de son pays avec la Chine et entretient des liens étroits avec le président Xi Jinping, son "cher ami". La Chine est un partenaire stratégique de la Russie.

Se rangeant du côté des Russes, des responsables du ministère chinois des Affaires étrangères ont rejeté dans une déclaration, le 24 février, la responsabilité des tensions autour de l'Ukraine sur les États-Unis. Suivant la rhétorique de Moscou, ils ont préféré qualifier la guerre en Ukraine d'"opération militaire spéciale", au lieu de la dénoncer au premier jour du conflit. Lorsque la Chine a été invitée à voter le 25 février sur une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui dénonçait l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Chine s'est abstenue. Il devient comme presque évident, que pour tenter d'atténuer les effets des sanctions économiques internationales multiples, suite à l'invasion de l'Ukraine, Moscou pourrait se retourner vers la Chine.

Plusieurs experts des relations sino-russes ont relevé des parallèles entre les programmes expansionnistes de la Chine et de la Russie. C'est le cas du souhait des autorités chinoises de réaliser la "réunification" avec Taïwan, par la force, si nécessaire. La Russie s'est déjà positionnée très clairement aux côtés de la Chine au sujet de Taïwan. Sergueï Lavrov, a déclaré l'an dernier que "la Russie considère que Taïwan fait partie de la République Populaire de Chine".

Les liens entre Pékin et Moscou ont été réaffirmés le 23 mars, par l'opposition de la Chine à l'exclusion de la Russie du prochain G20. Vladimir Poutine a répondu positivement à l'invitation de Jakarta qui organisera le sommet des chefs d'États et de gouvernements, ainsi que des ministres des Finances et des directeurs des banques centrales des pays les plus développés de la planète, à la fin de l'année 2022. Le 24 mars, Joe Biden s'est dit favorable à l'exclusion de la Russie du G20, tout en reconnaissant que cette décision dépendait des membres de cette instance internationale.

Les ministres des Affaires étrangères chinois et russe se sont rencontrés, le 30 mars, pour la première fois depuis l'invasion de l'Ukraine. Le ministre russe Sergueï Lavrov s'est réjoui de la perspective d'un ordre mondial plus "juste", grâce au partenariat de la Russie avec la Chine. Les deux responsables de la diplomatie chinoise et russe, qui ne s'étaient pas vus depuis la venue de Vladimir Poutine aux Jeux Olympiques de Pékin, au début de février. C'était avant l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, à l'origine de la pire confrontation entre Moscou et l'Occident depuis la fin de la Guerre froide. Le partenariat stratégique "sans limites" est sous haute surveillance. À l'occasion de cette rencontre, le ministre chinois de Affaires étrangères, Wang Yi, a affirmé :

"Les relations russo-chinoises ont résisté à la nouvelle épreuve des changements internationaux. La Chine est prête à travailler avec la partie russe, guidée par l'important consensus des deux chefs d'État, pour promouvoir les relations sino-russes, dans la nouvelle ère, à un niveau supérieur".

Tout cela fait suite à des augmentations importantes et soutenues de la coopération militaire, économique, diplomatique et technologique, dans les dernières années, entre la Chine et la Russie. Dans l'avenir, il faut s'attendre à encore plus, alors que l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes, cristallise les tensions entre Poutine et l'Occident, elle souligne également son besoin de soutien de Pékin. Le rapprochement entre Russes et Chinois donne aux deux puissances plus de marge de manœuvre, en amplifiant la problématique internationale de Washington à deux fronts de confrontation. Les Américains sont désormais confrontés à des rivaux proches, de plus en plus agressifs, sur deux théâtres distincts, l'Europe de l'Est et le Pacifique occidental, distants, l'un de l'autre, de milliers de kilomètres. Après un répit, de quelques années, après la Guerre froide, les États-Unis sont aujourd'hui placés dans une nouvelle version de l'ancien cauchemar.

La Chine et la Russie sont fondamentalement contre l'ordre international dirigé par les États-Unis, parce que l'influence américaine entrave leur cheminement vers la domination des affaires mondiales, beaucoup de tensions et de conflits à venir. Moscou et Pékin cherchent toutes deux à briser l'ordre existant, il n'est pas surprenant que la convergence ait donné naissance à la coopération.

Les deux pays auraient échangé des conseils sur la façon de gérer internet et de contrôler la dissidence chez eux. Ils ont également travaillé, par l'intermédiaire de l'Organisation de Coopération de Shanghai (Groupe de Shanghai), pour fortifier des dictateurs amis en Asie centrale. Les relations commerciales, financières et énergétiques bilatérales, entre la Chine et la Russie, se sont élargies, et Pékin et Moscou se sont prêtées un soutien diplomatique important au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Enfin et surtout, une relation militaire en expansion qui comprend des exercices conjoints en Asie centrale, dans la mer Baltique et la mer de Chine méridionale, des transferts d'armements et une coopération technologique au niveau de la défense en plein essor.

Alors, la réduction des tensions avec la Chine permet à la Russie de se concentrer sur l'intimidation de l'Occident. L'existence de menaces simultanées, de la Chine et de la Russie, empêche Washington de concentrer son pouvoir contre l'un ou l'autre de ses rivaux.

La relation sino-russe n'est pas une alliance officielle, mais elle n'a pas besoin d'en être une pour causer des migraines stratégiques aux Américains. Les menaces à l'ordre existant, c'est-à-dire la domination américaine, s'intensifient et l'agressivité de ses adversaires augmente. Bien que les objectifs ultimes de Xi et de Vladimir divergent, leurs objectifs intermédiaires peuvent les maintenir étroitement liés pour les années à venir, parlons de la convergence autocratique de la Chine et de la Russie. La Nouvelle Guerre froide a comme opposants, d'un côté l'Occident et de l'autre la Chine, la Russie et leurs alliés.

UN PEU DE COURSE AUX ARMEMENTS

Le 19 juillet 2021, les forces militaires de Russie ont réussi un nouvel exercice de missile de croisière hypersonique Zircon. Selon le ministère russe de la Défense, le missile aurait atteint sa cible avec succès. La Russie a commencé à travailler sur le Zircon, au début des années 2010 et a effectué plusieurs tests ces cinq dernières années. Le président russe a déclaré que le missile Zircon pouvait voler neuf fois plus vite que la vitesse du son et était en mesure d'atteindre une cible située jusqu'à 1 000 kilomètres de distance. Les armes hypersoniques ont aussi l'avantage de pouvoir être téléguidées, contrairement aux missiles balistiques traditionnels qui ne peuvent pas changer de trajectoire en plein vol. Les missiles hypersoniques sont considérés par une partie des experts militaires comme les armes du futur. Pour l'instant, la Russie est la seule puissance à avoir démontré qu'elle pouvait déployer ces armes. Lors d'un précédent tir d'essai, en octobre 2020, le leader russe avait parlé d'un grand "événement" pour le pays "équiper nos forces armées avec des systèmes d'armement incomparables, à la fine pointe de la technologie va certainement permettre d'assurer la défense de notre pays à long terme", avait-il ajouté.

La Russie a annoncé, le 4 octobre 2021, avoir procédé avec succès au premier lancement d'un missile hypersonique depuis un sous-marin nucléaire. Ces missiles Zircon ont pris une importance grandissante aux yeux de Poutine et de ses généraux. C'était une démonstration de force qui s'inscrit dans la logique assumée par la Russie de relance de la course aux armes stratégiques.

En détruisant l'un de ses satellites grâce à un missile, la Russie s'est attirée, lundi le 15 novembre, de vives critiques de la communauté internationale. Mais elle a aussi démontré qu'elle restait dans la course dans l'un des domaines les plus cruciaux aux yeux de son armée: l'espace.

Les Russes ont réussi à détruire l'un de leurs propres satellites, en lançant un missile antisatellite. Mais en détruisant l'engin spatial, des dizaines de milliers de débris ont été générés dans une zone située non loin de la Station spatiale internationale (ISS). Les sept personnes, quatre astronautes américains, un allemand et deux cosmonautes russes, ont dû se préparer à une éventuelle évacuation en urgence, une collision avec l'un de ces morceaux de satellite étant capable d'endommager la station scientifique.

L'ISS a échappé à la catastrophe, mais Moscou s'est quand même attiré les foudres de Washington "la Russie s'est conduite de façon irresponsable", a réagi Antony Blinken. "Je suis scandalisé" a affirmé, de son côté, Bill Nelson, le patron de la NASA, avant d'ajouter "qu'il était impensable que la Russie mette en danger non seulement les astronautes américains et des partenaires internationaux dans l'ISS, mais aussi ses propres cosmonautes".

Dorénavant, plus de 15 000 débris orbitaux menaceront, pour des décennies à venir, les satellites et autres objets spatiaux vitaux pour la sécurité, l'économie et les intérêts scientifiques d'autres nations. Avec ce test, Moscou a pris le risque de dégrader encore davantage les relations déjà très tendues avec Washington. Les missiles antisatellites sont essentiels dans la doctrine militaire russe. Moscou, tout comme Washington, travaille sur ce type d'armes depuis le début des années 1970, en pleine Guerre froide. En 2022, le monde traverse une nouvelle course aux armements et la capacité de neutraliser les satellites en fait partie. Outre la Russie et les États-Unis, l'Inde et la Chine, ont développé des missiles antisatellites. La planète se refroidit encore un peu plus, tout en continuant de se réchauffer...

CONCLUSION

Poutine a ramené la Russie sous l'autoritarisme de l'Union soviétique, sous prétexte de renforcer l'État et de restaurer la position mondiale du pays. Sous sa gouverne, les relations américano-russes ne cessent de devenir de plus en plus tendues.

Si Poutine veut conserver la présidence jusqu'en 2036, date à laquelle il aura 84 ans et sera devenu le plus ancien dirigeant russe moderne, il devra maintenir le niveau actuel de contrôle de la société russe ou même l'augmenter, car tout dérapage pourrait être perçu comme une faiblesse. Pour ce faire, le despote Poutine doit dissuader ou vaincre tous les opposants, étrangers ou nationaux, qui ont la capacité de saper son régime.

Le refrain constant du voyou international Vladimir Poutine, c'est que la lutte entre la Russie et les États-Unis est une lutte darwinienne perpétuelle et que sans son leadership, la Russie ne survivra pas. Sans Poutine, il n'y a pas de Russie. Pour demeurer en selle, il doit intimider, marginaliser, désamorcer ou vaincre toute opposition à son régime. Dans sa logique, quiconque se plaçant en travers de son chemin doit être écrasé.

L'autocrate vieillissant veut consolider son héritage en tant que l'un des grands dirigeants russes. La grandeur dans l'histoire de la Russie se mesure par les conquêtes territoriales, et non par le PIB ou encore le mieux-être de la population. L'objectif ultime du Kremlin consiste à rétablir la grandeur de la Russie, c'est-à-dire susciter à la fois l'admiration et la crainte à l'échelle planétaire.

Avec le temps, la Russie a appris à vivre avec les sanctions qui lui sont imposées par l'Occident, ça ne l'a pas empêché d'envahir l'Ukraine le 24 février dernier. Poutine veut la capitulation de l'Ukraine pour pouvoir installer un nouveau gouvernement pro-russe à Kiev, ce qui signifierait l'abandon par l'Ukraine de ses efforts pour rejoindre l'OTAN et l'UE.

En envahissant l'Ukraine, Poutine a fait l'impensable. On peut cependant se demander, si il va se satisfaire de l'Ukraine ? Il pourrait aussi avoir l'idée, par exemple, de s'emparer des pays Baltes, également limitrophes à la Russie. Mais si par grand malheur, il arrivait que l'armée de Vladimir envahisse un pays membre de l'OTAN, la sauce pourrait tourner au vinaigre. Évidemment, la Russie ne fait pas le poids devant l'OTAN au niveau des forces militaires conventionnelles, mais cependant la Russie est la première puissance mondiale au niveau des armements nucléaires. La Russie dispose de près de 6 000 têtes nucléaires, contre environ 5 500 pour les Américains. Enfin, c'est un scénario qui pourrait nous mener jusqu'à une Troisième Guerre mondiale, avec en plus l'implication de la Chine. N'oublions jamais que Vladimir Poutine est un homme dangereux, qui peut agir de manière imprévisible, de plus c'est un très grand criminel, disons du même calibre qu'Adolf Hitler.

Le 16 avril 2022, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a appelé le monde à "se préparer" pour l'éventuelle utilisation par la Russie de ses armes nucléaires, lors d'un entretien avec plusieurs médias ukrainiens :

"Nous ne devrions pas attendre le moment quand la Russie décidera d'utiliser ses armes nucléaires. Nous devons nous préparer pour cela. Il faut des médicaments contre les radiations, des abris antiatomiques".

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a mis en garde, le 25 avril, que l'Ukraine envahie risquait de provoquer une Troisième Guerre mondiale et que la menace d'un conflit nucléaire "ne devrait pas être sous-estimé".

Malheureusement pour l'humanité, il pourrait arriver que la Nouvelle Guerre froide se réchauffe un peu trop...

Yves Massé

.